



BULLETIN OFFICIEL

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
RECHERCHE ET INNOVATION

Bulletin officiel spécial n° 5 du 11 juin 2020

SOMMAIRE

Programme 2020 des opérations statistiques et de contrôle de gestion des directions d'administration centrale

circulaire du 16-3-2020 (NOR : ESR2011178C)

Programme 2020 des opérations statistiques et de contrôle de gestion des directions d'administration centrale

NOR : ESRS2011178C

circulaire du 16-3-2020

MESRI - DGESIP - DGRI A2-1

Texte adressé à la cheffe de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche ; à la secrétaire générale ; aux directrices et directeurs généraux d'administration centrale ; aux directrices et directeurs d'administration centrale ; aux rectrices et recteurs de région académique ; aux rectrices et recteurs d'académie ; au directeur de l'académie de Paris ; aux inspectrices et inspecteurs d'académie-directrices et directeurs académiques des services de l'éducation nationale ; aux responsables d'établissements scolaires ; aux responsables d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche et d'organismes de recherche

Vous trouverez ci-joint le programme annuel des collectes d'informations statistiques et de contrôle de gestion prévues au cours de l'année 2020 par les directions d'administration centrale.

Ce programme, élaboré en collaboration avec vos services, vise à informer des collectes d'informations prévues par l'ensemble des acteurs qui concourent à l'alimentation des systèmes d'information sur l'enseignement supérieur et sur la recherche. Il est constitué des enquêtes statistiques et des évaluations conduites par la sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques (Dgesip-DGRI A-2, dite Sies) et la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp) ainsi que des opérations de contrôle de gestion menées par les directions dans le cadre de leurs missions. Il comporte aussi l'ensemble du dispositif statistique d'observation de la recherche et du développement expérimental (R&D) qui s'adresse aux opérateurs publics et privés, tant au niveau national que territorial.

Il indique la finalité, le champ et le calendrier : de chaque opération, la nature, la date de disponibilité et les modalités de diffusion des résultats. Il distingue les remontées de fichiers informatisés des collectes par voie de questionnaire. Chaque opération y est caractérisée par le(s) programme(s) Lof de référence.

La parution régulière du programme des opérations statistiques et de contrôle de gestion au Bulletin officiel sert également de référence et constitue le programme officiel du ministère en matière d'opérations statistiques et de contrôle de gestion.

Pour la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, et par délégation,
La sous-directrice des systèmes d'information et des études statistiques
Isabelle Kabla-Langlois

Note liminaire

Les opérations statistiques et de gestion des directions d'administration centrale constituent des outils de connaissance d'aide au pilotage et de gestion du système éducatif, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Leurs résultats sont généralement réservés à un usage interne à l'administration. Certains résultats connaissent toutefois une diffusion sur les sites des ministères de l'Éducation nationale et de la Jeunesse et de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MENJ/ MESRI) ou alimentent des rapports et des études.

Le programme des opérations statistiques du MESRI fait l'objet de deux publications distinctes, le BOESRI et le BOEN. Certaines opérations à caractère transversal figurent dans les deux Bulletins officiels. Concernant les opérations statistiques et de contrôle de gestion dans le champ de l'enseignement scolaire, on se reportera au BOEN correspondant.

Dans ce Bulletin officiel, on distingue :

A - Opérations statistiques et d'évaluation lancées par le Sies et la Depp, dont certaines sont demandées par d'autres directions du MESRI et du MENJ.

B - Opérations de contrôle de gestion des autres directions de l'administration centrale, c'est-à-dire remontées

d'informations nécessaires aux directions pour le suivi de certaines activités, informations recueillies le plus souvent auprès des services rectoraux ou départementaux.

Dans chacune des parties A et B, les opérations sont classées par thème.

Thème 1 : Effectifs d'étudiants, d'apprentis et de diplômés.

Thème 2 : Personnels.

Thème 3 : Établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

Thème 4 : Aspects financiers et contentieux consacrés à l'enseignement supérieur, à la recherche ou à l'innovation.

Thème 5 : Vie universitaire, examens, diplômés et bourses.

Thème 6 : Formation continue.

Thème 7 : Insertion, liaison formation-emploi.

Thème 8 : Recherche et développement.

Toute opération nouvellement inscrite figure en tête de liste du thème. La liste des applications nationales utilisées pour la collecte figure en annexe. L'expression « premiers résultats » désigne des résultats provisoires ou partiels. Les opérations nouvelles et les opérations non renouvelées par rapport à l'année précédente sont mentionnées dans les annexes. Les opérations non reconduites en raison de leur caractère ponctuel n'y sont pas mentionnées.

A - Opérations statistiques lancées par le Sies et la Depp

Thème 1 : Effectifs d'étudiants, d'apprentis et de diplômés

SDSIES A2-1 - Nouveaux inscrits en première année de cursus licence à l'université et dans les établissements assimilés

Remontées de fichiers et collectes informatisées

Référence Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : estimation rapide de rentrée des nouveaux inscrits en première année de cursus licence.

Champ : France métropolitaine, DOM, ROM, Nouvelle-Calédonie. Établissements universitaires publics : universités et universités technologiques, instituts nationaux polytechniques, IEP de Paris, Inalco, Observatoire de Paris, Paris-Dauphine.

Depuis 2013-2014, par Espé (devenus Inspé en 2019), inscriptions prises dans les masters Meef (Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation) et dans les Diplômes universitaires adaptés.

Collecte de l'information : fichiers de données individuelles au format Sise (système d'information sur le suivi de l'étudiant) transmis par les établissements au Sies A2-1.

Historique : enquête lancée sous le n° 20, effectuée depuis 1971. Annuelle.

Résultats : par université, répartition des nouveaux inscrits en première année de cursus licence dans les diplômes nationaux et les diplômes d'université.

Diffusion : les résultats sont communiqués aux services statistiques académiques (SSA) en novembre. Les résultats sont également publiés dans une *Note Flash du Sies*.

Calendrier :

Lancement : octobre 2020

Date d'observation : 20 octobre 2020

Limite des retours : 24 octobre 2020

Résultats : 31 octobre 2020

SDSIES A2-1 - Effectifs d'étudiants et de diplômés des universités et établissements assimilés (application Sise)

Remontées de fichiers et collectes informatisées

Référence Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Les résultats de cette enquête sont aussi utilisés dans le calcul d'indicateurs de performance des programmes 139 et 141 de la mission enseignement scolaire, sur les taux de poursuite des nouveaux bacheliers dans l'enseignement supérieur.

Finalité :

1°. Une finalité statistique permettant au service statistique ministériel et aux services statistiques académiques :

- de disposer d'informations de base fiables et cohérentes sur l'ensemble du dispositif national d'enseignement supérieur ;
- de réaliser des études sur l'efficacité de l'enseignement supérieur selon les populations d'étudiants, selon les filières, selon les types d'établissements ;
- de disposer de données pour mener à bien des études prospectives et longitudinales.

2°. Une finalité de fiabilisation de l'immatriculation nationale des étudiants permettant :

- d'assurer l'interface entre les systèmes de gestion des établissements d'enseignement supérieur, le traitement dénommé « identifiant national dans l'enseignement supérieur » (Ines) et le « répertoire national des identifiants élèves » (RNIE) afin d'améliorer les modalités de recherche de l'identifiant national d'un étudiant (Ine) à partir de son état civil ;
- d'optimiser la recherche des doublons d'identifiants et de rendre plus efficace le traitement des erreurs qui surviennent lors de l'immatriculation.

Champ : France métropolitaine, DOM, ROM, Nouvelle-Calédonie. Établissements d'enseignement supérieur publics et privés : universités, universités technologiques, écoles d'ingénieurs en universités, instituts nationaux polytechniques, les Écoles normales supérieures, les facultés privées, les grands établissements indépendant des universités que sont Paris Dauphine, IEP Paris, EHESS, l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, l'Inalco, l'observatoire de Paris, le Muséum national d'histoire naturelle, l'école pratique des hautes études, Institut de physique du Globe et l'école nationale des chartes l'école nationale du paysage de Versailles, les Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) jusqu'en 2010 et les instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation (Inspé).

Collecte de l'information : fichiers de données individuelles au format Sise (système d'information sur le suivi de l'étudiant) transmis par les établissements au Sies A2-1.

Historique : pour les universités, enquête lancée sous le n° 45. Des données cohérentes sur les principaux agrégats existent depuis 1900. Opération effectuée depuis 1973, au format Sise depuis 1994. Pour les IUFM, première enquête en 1992 et au format Sise depuis 1999 (anciennement enquête 54) ; pour les universités privées et instituts catholiques, première enquête en 1999 ; pour les ENS et grands établissements depuis 2004. Annuelle.

Résultats : par académie et établissement, effectifs d'inscrits et de diplômés par discipline, cycle et type de diplôme ; caractéristiques individuelles : sexe, âge, nationalité et catégorie socioprofessionnelle ; origine scolaire, origine géographique et flux d'entrée.

Diffusion : les résultats sont publiés dans les *Note Flash du Sies* et les *Note d'information du Sies enseignement supérieur recherche et innovation, RERS, EESRI* et sur le site DataESR du MESRI.

Calendrier :

Instructions techniques : juin 2019 (inscrits) - avril 2020 (diplômés)

Lancement : octobre 2019 (inscrits) - avril 2020 (diplômés)

Date d'observation : 15 janvier 2020 (effectifs) - 15 mars 2020 (diplômés)

Limite d'une première version des retours : entre sept et dix jours après la date d'observation. Résultats : mai 2020 (inscrits) - été 2020 (diplômés)

[SDSIES A2-1 - Effectifs d'étudiants et de diplômés de l'enseignement supérieur non universitaire \(application Sise\)](#)

Remontées de fichiers informatisés ou collecte par questionnaire

Référence Lof : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Les résultats de cette enquête sont aussi utilisés dans le calcul d'indicateurs de performance des programmes 139 et 141 de la mission enseignement scolaire, sur les taux de poursuite des nouveaux bacheliers dans l'enseignement supérieur.

Finalité :

1°. Une finalité statistique permettant au service statistique ministériel et aux services statistiques académiques :

- de disposer d'informations de base fiables et cohérentes sur l'ensemble du dispositif national d'enseignement supérieur ;

- de réaliser des études sur l'efficacité de l'enseignement supérieur selon les populations d'étudiants, selon les filières, selon les types d'établissements ;
- de disposer de données pour mener à bien des études prospectives et longitudinales.

2°. Une finalité de fiabilisation de l'immatriculation nationale des étudiants permettant :

- d'assurer l'interface entre les systèmes de gestion des établissements d'enseignement supérieur, le traitement dénommé identifiant national dans l'enseignement supérieur (Ines) et le répertoire national des identifiants élèves (RNIE) afin d'améliorer les modalités de recherche de l'identifiant national d'un étudiant (Ine) à partir de son état civil ;
- d'optimiser la recherche des doublons d'identifiants et de rendre plus efficace le traitement des erreurs qui surviennent lors de l'immatriculation.

Champ : France métropolitaine, DOM, COM, Nouvelle-Calédonie.

Sise-Ingénieurs : écoles d'ingénieurs publiques et privées quel que soit le ministère de tutelle (environ 120 écoles) et ensemble des formations menant à un diplôme d'ingénieur, y compris les formations d'ingénieurs en partenariat (Fip).

Sise-Culture : écoles artistiques et culturelles publiques et privées, quel que soit le ministère de tutelle (environ 300 écoles).

Sise-Mana et 26-bis : écoles de commerce et de gestion et autres établissements (environ 370 établissements).

Enquêtes obligatoires au sens de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 relative au secret statistique.

Collecte de l'information : fichiers de données individuelles au format Sise (système d'information sur le suivi de l'étudiant), extrait de leur système de gestion de la scolarité, transmis par les établissements au Sies A2-1.

Historique : enquête lancée sous le n° 27 pour Sise-Ingénieurs les ingénieurs, sous le n° 48 pour Sise-culture, sous le n° 26 pour Sise-Mana et 26-bis.

Des données cohérentes existent depuis 1964. Annuelle.

Résultats : fichiers de données individuelles au format Sise (système d'information sur le suivi de l'étudiant) transmis par les établissements au Sies A2-1.

Diffusion : les résultats sont publiés dans les *Note d'information du Sies, enseignement supérieur, recherche et innovation*, *RERS*, *EESRI* et sur le site DataESR du MESRI.

Calendrier :

Lancement : novembre 2019 (inscriptions) - avril 2020 (diplômés)

Date d'observation : 15 janvier 2020 - 10 mai 2020

Limite des retours : 31 janvier 2020 - 30 juin 2020

Résultats : à partir d'avril 2020 (inscriptions) - à partir de septembre 2020 (diplômés)

[SDSIES A2-1 - Effectifs d'étudiants et de diplômés des autres établissements de l'enseignement supérieur non universitaire \(hors application Sise\)](#)

Remontées de fichiers et collectes informatisées

Référence Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, responsable de programme, la directrice générale pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Les résultats de cette enquête sont aussi utilisés dans le calcul d'indicateurs de performance des programmes 139 et 141 de la mission enseignement scolaire, sur les taux de poursuite des nouveaux bacheliers dans l'enseignement supérieur.

Finalité : mesurer les effectifs en formation et les diplômés dans les établissements non rattachés aux universités.

Champ : France métropolitaine, DOM, COM, Nouvelle-Calédonie. Écoles administratives, juridiques et de fonctionnaires, écoles de commerce et de gestion, autres écoles non recensées par une autre enquête. Enquête obligatoire au sens de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 relative au secret statistique.

Collecte de l'information : questionnaires remplis par les établissements puis transmis aux services statistiques académiques (SSA) pour validation. Les écoles ont la possibilité de répondre à l'enquête sous forme d'extraction de leur système de gestion de scolarité (fichier Sise).

Historique : enquête lancée sous le n° 26 (agrégée). Des données cohérentes existent depuis 1964. Annuelle.

Résultats : par type d'établissement, type de diplôme, nombre d'étudiants par année et niveau d'études, sexe, nationalité (français/étrangers), caractéristique de scolarité antérieure, catégorie socioprofessionnelle du parent référent et âge ; diplômes délivrés par sexe et nationalité ; flux d'entrée par origine scolaire, série de

baccalauréat ou équivalence.

Diffusion : les résultats sont publiés dans les *Note d'information du Sies enseignement supérieur recherche et innovation*, *RERS*, *l'État de l'enseignement supérieur*, *EESRI* et sur le site DataESR du MESRI.

Calendrier :

Lancement : octobre 2019

Date d'observation : 15 janvier 2020 pour inscriptions 2019-2020 et diplômés 2018-2019

Limite des retours : 31 janvier 2020 pour inscriptions SISE et 30 juin 2020 pour diplômés Sise

Résultats : à partir de mai 2020

[Depp A1 - Effectifs dans les centres de formation d'apprentis \(enquête détaillée, application Sifa\)](#)

Remontées de fichiers et collectes informatisées

Référence Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : recensement des effectifs d'apprentis en centres de formation d'apprentis (CFA). L'enquête contribue à l'élaboration des prévisions à court terme.

Résultats : effectifs d'apprentis répartis selon le diplôme ou titre préparé, y compris les diplômes d'enseignement supérieur et la spécialité suivie, l'âge, le sexe, l'origine scolaire, les résultats aux examens, l'origine géographique ; type de convention établie avec le CFA et l'organisme gestionnaire du CFA.

Champ : France métropolitaine, DOM. Centres de formation d'apprentis publics et privés, y compris agricoles.

Collecte de l'information : depuis 2007, la collecte s'effectue à partir de remontées statistiques de données individuelles extraites des systèmes de gestion des CFA. Cette remontée électronique prend le nom de système d'information sur la formation des apprentis (Sifa). Les informations collectées portent sur l'origine scolaire et sociale des apprentis, la formation préparée. Un portail internet sur l'apprentissage contenant plusieurs outils nécessaires aux remontées individuelles est à disposition des conseils régionaux, des rectorats, des directions de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (Draaf) et des CFA. Les fichiers remontant des CFA sont déposés sur un serveur sécurisé hébergé à la Depp et ces données sont à la disposition des rectorats, des Draaf et des conseils régionaux.

Historique : enquête lancée sous le n° 51, créée en 1973, rénovée en 1995 puis en 2001 en concertation avec les rectorats et les conseils régionaux ; mise en place du système Sifa en 2007 et constitution d'une base nationale de données partagées entre la région, le rectorat et les services de l'agriculture Annuelle.

Diffusion : les résultats sont publiés dans une *Note d'information de la Depp*, dans *RERS* et dans les *Tableaux statistiques électroniques*. Ils sont également consultables dans la base centrale de pilotage (BCP) de l'infocentre ministériel.

Calendrier :

Lancement : décembre 2019

Date d'observation : 31 décembre 2019

Limite des retours : mars 2020

Résultats définitifs : juillet 2020

[SDSIES A2-1 - Devenir des bacheliers 2014](#)

Remontées de fichiers informatisés ou collecte par questionnaire

Référence Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : mesurer l'évolution de l'orientation des bacheliers et des parcours dans l'enseignement supérieur.

Champ : France entière. Élèves scolarisés en classe de sixième en 2007 et/ou lauréats du baccalauréat en 2014. Enquête d'intérêt général au sens de la loi n° 1-711 du 7 juin 1951 relative au secret statistique.

Collecte de l'information : par internet auprès des jeunes concernés, complétée le cas échéant par une relance téléphonique.

Historique : opération qui s'inscrit dans le prolongement du suivi des bacheliers des panels 1989 et 1995.

Cette opération sera poursuivie jusqu'à l'interruption des études ou l'obtention d'un diplôme de niveau bac + 5. Annuelle.

Résultats : les résultats portent sur l'évolution des poursuites d'études des bacheliers, le bilan de leurs années d'études après le baccalauréat ainsi que leurs conditions d'étude (logement, ressources, difficultés, satisfaction).

Diffusion : les résultats sont publiés dans des *Note d'information du Sies enseignement supérieur recherche et innovation*, *RERS* et *EESRI*.

Calendrier :

Lancement : mars 2020

Date d'observation : année scolaire 2019-2020

Limite des retours : Juillet 2020

Résultats : 1er semestre 2021

Thème 2 : personnels

SDSIES A2 - Tableau de bord annuel sur l'emploi scientifique dans les organismes de recherche

Remontées de fichiers et collectes informatisées

Références Lolf : Programme 172, recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires ; programme 193, recherche spatiale : responsable de programmes, le directeur général de la recherche et de l'innovation du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'innovation ; programme 190, recherche dans le domaine de l'énergie, du développement et de l'aménagement durable, responsable de programme, le directeur général de la recherche et de l'innovation du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, le ministère de la Transition écologique et solidaire.

Finalité : Tableau de bord rapide sur l'emploi affecté à la R&D dans les organismes publics de recherche : niveaux et flux d'emplois, données prévisionnelles sur les retraites. Fournir une synthèse pour le PLF, des éclairages pour le suivi de la feuille de route égalité femme/homme ou sur des problématiques telles que les stocks d'emplois en CDD.

Champ : France métropolitaine, ROM-DOM, 16 organismes publics de recherche.

Collecte de l'information : les établissements saisissent leurs données dans un fichier Excel.

Historique : opération réalisée pour la première fois en décembre 2015 sur l'année de constat 2014.

Diffusion : les résultats seront publiés dans une *Note Flash du Sies enseignement supérieur recherche et innovation* sur le site *Repères* (<https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/reperes/>). Ils seront en outre exploités pour des publications plus globales sur l'emploi scientifique dans la sphère publique : notes annuelles, publication biennale « L'État de l'emploi scientifique ». Insertion dans le bilan social du ministère en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ainsi que dans le rapport de situation comparée sur l'égalité femmes/hommes.

Calendrier :

Lancement : mai 2020

Date d'observation : année d'exercice 2019

Limite des retours : juin 2020

Résultats : septembre 2020

SDSIES A2- Enquête sur l'emploi scientifique dans les structures et implantations des organismes

Remontées de fichiers et collectes informatisées

Références Lolf : Programme 172, recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires ; programme 193, recherche spatiale : responsable de programmes, le directeur général de la recherche et de l'innovation du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation; programme 190, recherche dans le domaine de l'énergie, du développement et de l'aménagement durable, responsable de programme, le directeur général de la recherche et de l'innovation du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, le ministère de la Transition écologique et solidaire.

Finalité : L'enquête a pour objectif de fournir un ensemble de statistiques d'effectifs de recherche par site qui puissent être partagées par les pouvoirs publics (MESRI, HCERES, etc.) et les établissements. Les sites dont il s'agit sont, pour certains utilisateurs, des sites contractuels, et pour d'autres, des sites géographiques. Plus largement, l'enquête s'inscrit dans le projet de recenser les effectifs par site pour l'ensemble de l'ESR public : les données recueillies auprès des organismes, de façon harmonisée, seront alors consolidées avec les effectifs du supérieur.

L'enquête demande une répartition des effectifs de recherche par structure et/ou implantation géographique. Fournir, des éclairages pour le suivi de la feuille de route égalité femme/homme ou sur des problématiques telles que les stocks d'emplois en CDD, etc.

Champ : France métropolitaine, ROM-DOM, 17 organismes publics de recherche.

Collecte de l'information : les établissements saisissent leurs données dans un fichier Excel.

Historique : opération réalisée pour la première fois en juillet 2018.

Diffusion : les résultats permettront une synthèse pour le PLF ; ils seront publiés dans une *Note Flash du Sies enseignement supérieur recherche et innovation* sur le site *Repères* (www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/reperes). Ils seront en outre exploités pour des publications plus globales sur l'emploi scientifique dans la sphère publique : notes annuelles, publication biennale « L'État de l'emploi scientifique ».

Calendrier :

Lancement : juillet 2020

Date d'observation : année d'exercice 2019

Limite des retours : septembre 2020

Résultats : décembre 2020

Thème 3 : Établissements d'enseignement supérieur

DEPP A4 - Base centrale des établissements - répertoire Ramsese

Remontées de fichiers et collectes informatisées

Références Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, et 231, vie étudiante, responsable de programmes, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation; programme 214, soutien de la politique de l'éducation nationale, responsable de programme, la secrétaire générale. Contenu général : constituée à partir du répertoire académique et ministériel sur les établissements du système éducatif (Ramsese), la base centrale des établissements (BCE) recense l'ensemble des structures publiques et privées d'enseignement initial et d'administration publique du système éducatif. Elle répertorie également les établissements de formation continue et/ou en alternance. Elle identifie les établissements et les unités liées juridiquement à ceux-ci en définissant les relations fondamentales des uns envers les autres. Chaque structure recensée est dotée d'un numéro UAI (unité administrative immatriculée). Les caractéristiques d'identification, de localisation administrative et de rattachement de chaque UAI sont enregistrées.

Finalité : le répertoire est utilisé comme fichier de référence pour les applications informatiques du ministère et la base sert pour les opérations statistiques de la Depp et du Sies auprès des établissements.

Champ : France métropolitaine, DOM, ROM, Nouvelle-Calédonie. Tous ministères de tutelle. Établissements d'enseignement publics et privés, établissements et services publics d'administration des ministères de l'Éducation nationale ou de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, établissements français d'enseignement à l'étranger.

Collecte de l'information : les services statistiques académiques et la Depp se chargent conjointement de la tenue du répertoire Ramsese. La BCE est constituée à partir d'une consolidation automatique et quotidienne de Ramsese.

Historique : enquête lancée sous le n° 5. La base centrale des établissements (répertoire Ramsese) remplace depuis 1996 le répertoire national des établissements (RNE) utilisé de 1970 jusqu'à cette date.

Diffusion : application de consultation et cartographie des établissements en ligne (www.education.gouv.fr/acce) et production de listes et fichiers d'établissements sur demande.

Calendrier : instruction permanente.

SDSIES DES-R - Suivi des écoles doctorales

Remontées de fichiers et collectes informatisées

Références Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle ; programme 172, recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, le directeur général de la recherche et de l'innovation ; programme 142, enseignement supérieur et recherche agricoles - ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation; programme 186, recherche culturelle et culture scientifique - ministère de la Culture ; programme 190, recherche dans le domaine de l'énergie, du développement et de la mobilité durables - ministère de la Transition écologique et solidaire ; programme 191, recherche duale (civile et militaire) - ministère des Armées; programme 192, recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle - ministère de l'Économie et des finances ; programme 193, recherche spatiale - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, le directeur général

de la recherche et de l'innovation.

Finalité : évaluation des écoles doctorales, aide au pilotage des établissements.

Champ : France métropolitaine, DOM + Pacifique et Nouvelle-Calédonie. Établissements publics d'enseignement supérieur co-accrédités ou accrédités en délivrance conjointe dans une ou plusieurs école(s) doctorale(s).

Collecte de l'information : données saisies à partir de l'application Siredo (système d'information sur la recherche et les études doctorales) par les responsables des écoles doctorales puis validées par le(s) correspondant(s) des établissements co-accrédités.

Historique : enquête annuelle, créée en 2001 suite à la création des écoles doctorales. Elle a succédé à l'enquête papier sur les DEA.

Résultats : pour chaque école doctorale, nombre total d'inscrits, nouveaux inscrits et diplômés par établissement d'inscription et sexe, domaine scientifique de la thèse et sexe. Pour les seuls nouveaux inscrits, type de financement ou absence de financement, signataires des contrats doctoraux, activités complémentaires des contrats doctoraux, établissement d'obtention du diplôme précédent pour les diplômes français, pays d'obtention pour les diplômes étrangers, nombre de cotutelles par pays partenaire, pour les seuls diplômés, durée des thèses.

Diffusion : les résultats sont utilisés dans le cadre de la procédure d'accréditation des écoles doctorales et sont communiqués aux directions concernées. Ils sont publiés dans le Rapport sur les politiques nationales de recherche et de formations supérieures (Jaune Recherche), *EESRI*, *RERS*, publication biennale « L'État de l'emploi scientifique », sur le site *Repères* (www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/reperes), et sur la plateforme de mise à disposition de données sous licence ouverte data.enseignementsup-recherche.gouv.fr.

Calendrier :

Lancement : février 2020

Dates d'observation : année civile 2019 (diplômés), année universitaire 2019 - 2020 (inscrits)

Limite des retours : avril 2020

Résultats : juin 2020

Thème 4 : Aspects financiers et contentieux consacrés à l'enseignement supérieur, à la recherche ou à l'innovation

Dgesip B2-1 - Enquêtes Pap et Rap des opérateurs du programme 150 « Formations supérieures et recherche universitaire »

Remontées de fichiers et collectes informatisées

Référence Lof : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : alimenter le projet annuel de performances (Pap) et le rapport annuel de performances (Rap) à destination du Parlement.

Champ : tous les opérateurs du programme 150.

Collecte de l'information : recueil d'informations sur la gestion des opérateurs du programme 150 (données budgétaires, parc automobile, dettes inscrites au bilan) à l'aide d'un formulaire en ligne (intranet du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation) pour saisie dans une application prévue à cet effet.

Historique : initiée en 2006, cette enquête est organisée deux fois par an pour compléter le Pap et Rap initialement sous forme d'un recueil de données Excel, une application web ad hoc a été développée pour recueillir les données des établissements ; les données sont traitées et exploitées par le département Dgesip B2-1.

Diffusion : les résultats élaborés à partir de l'enquête figurent dans la partie « opérateurs » des projets annuels de performances et des rapports annuels de performances (tableaux des dépenses, des recettes, comptes de résultat et tableaux de financement agrégés par catégories d'opérateurs du programme 150 et indicateur de performance).

Calendrier :

Date de lancement :

Janvier 2020 pour l'enquête Rap 2019

Juin 2020 pour l'enquête Pap 2021

Limite des retours :

Livraison prévue en février 2020 pour l'enquête Rap 2019

Livraison en juillet 2020 pour l'enquête Pap 2021

Résultats : publication des données dans les projets annuels de performances (Pap) et rapports annuels de performances (Rap).

Thème 5 : Vie universitaire, examens, diplômes et bourses

SDSIES A2-1 - Stages effectués par les étudiants

Remontées de fichiers et collectes informatisées

Référence Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : obtenir un état des lieux sur les stages professionnels effectués par les étudiants dans l'enseignement supérieur.

Contenu général : dénombrer et caractériser les stages (lieu, durée, montant de la gratification) dans les principales filières universitaires

Champ : ensemble des étudiants inscrits en université (y compris les deux CUFR ainsi que les universités de Dauphine et de Lorraine devenues de grands établissements), ceux inscrits dans les écoles d'ingénieurs internes ou rattachées aux universités, dans les universités de technologie et à l'IEP de Paris. France métropolitaine et DOM.

Collecte de l'information : questionnaire électronique envoyé par les universités au service enquêteur.

Historique : première enquête en 2011. Le champ était limité aux universités jusqu'en 2013. Opération annuelle.

Résultats : nombre de stages réalisés par rapport aux niveaux d'études ; caractérisation des stages : lieu, durée, montant de la gratification.

Diffusion : les résultats sont publiés dans une *Note Flash*, *RERS* et *EESRI*.

Calendrier :

Lancement : février 2020

Date d'observation : année universitaire 2018-2019

Limite des retours : avril 2020

Résultats : troisième trimestre 2020

SDSIES A2-1 -Service sanitaire des étudiants en santé

Remontées de fichiers informatisés ou collecte par questionnaire

Référence Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : évaluer le service sanitaire (réalisation, contenu et satisfaction), dispositif intégré aux mesures du plan national Priorité Prévention, qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de santé 2018-2022 et de sa politique de promotion de la santé.

Champ : France entière. Étudiants en maïeutique, médecine, odontologie, pharmacie, soins infirmiers et masso-kinésithérapie.

Collecte de l'information : par internet auprès des jeunes concernés.

Historique : une première enquête a été réalisée au printemps 2019 par le département des formations de santé (Dgesip A1-4), en collaboration avec l'Agence nationale de santé publique Santé Publique France (SPF), en lien avec le Cres Paca, pour réaliser des traitements.

Résultats : les résultats portent sur le contenu des différentes actions, les caractéristiques des intervenants et des publics, la satisfaction des étudiants au regard de l'encadrement, l'accompagnement, la prise en charge financière, etc.

Diffusion : les résultats seront publiés dans une *Note d'information du Sies enseignement supérieur recherche et innovation*.

Calendrier :

Lancement : mai 2020

Date d'observation : année scolaire 2019-2020

Limite des retours : septembre 2020

Résultats : 2e semestre 2020

SDSIES A2-1 - Résultats au brevet de technicien supérieur (BTS), aux diplômes comptables (DCG et DSCG) et examens assimilés

Remontées de fichiers informatisés ou collecte par questionnaire

Références Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ; programme 214, soutien de la politique de l'éducation nationale, responsable de programme, la secrétaire générale.

Finalité : connaître le nombre d'inscrits, présents et admis au brevet de technicien supérieur.

Champ : France métropolitaine, DOM, ROM, Nouvelle-Calédonie, rectorats et centres d'examens ouverts à l'étranger.

Collecte de l'information :

- les fichiers académiques des candidats au BTS sont extraits de l'application Ocean ;
- les fichiers académiques des candidats au DCG et DSCG sont extraits de l'application Ocean ;
- les résultats aux autres examens (DMA, DSAA, DECESF, DNTS, DTS et diplôme d'expert automobile) sont agrégés par département et spécialité dans un fichier unique par les rectorats.

Historique : enquête lancée sous le n° 24. Des données cohérentes concernant les principaux agrégats existent depuis 1966. Annuelle.

Résultats : nombre de présents et d'admis à l'examen selon le mode de formation, la spécialité de formation, le sexe ou encore le diplôme initial ainsi que le taux de réussite en deux ou trois ans, par académie, selon la série de baccalauréat, la mention obtenue, le sexe, la PCS du parent référent et la spécialité du BTS préparé. Diffusion : les résultats sont publiés dans les *Note Flash du Sies*, les *Note d'information enseignement supérieur recherche et innovation*, *RERS* et *EESRI*. Ils sont aussi consultables dans la Base centrale de pilotage (BCP) de l'infocentre ministériel.

Calendrier :

Lancement : juin 2020

Date d'observation : session 2020

Limites des retours : novembre 2020 y compris pour les sessions tardives (BTS diététique et géologie)

Résultats : janvier 2021

SDIES A2-1 - Effectifs de diplômés de l'enseignement supérieur

Remontées de fichiers et collectes informatisées

Cf. Thème 1 : effectifs étudiants et apprentis (pages 4 à 7)

SDSIES A2-1 - Élèves et étudiants boursiers de l'enseignement supérieur (application Aglae)

Remontées de fichiers informatisés ou collecte par questionnaire

Référence Lolf : programme 231, vie étudiante, responsable de programme - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : description des demandeurs et des bénéficiaires des aides sociales.

Champ : France métropolitaine, DOM, ROM, Nouvelle-Calédonie. Tout élève ou étudiant ayant déposé une demande d'aide sociale (financière et/ou de logement). Établissements publics et privés recevant des boursiers sur critères sociaux de l'enseignement supérieur, de la culture et de la communication et de l'enseignement supérieur agricole : universités, classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), sections de techniciens supérieurs (STS), écoles d'enseignement supérieur.

Collecte de l'information : le Capti de Paris fournit au Sies A2-1 des fichiers de données individuelles extraits d'Aglae pour constituer le fichier statistique. Une remontée rapide est demandée au 15 décembre pour effectuer une première estimation.

Historique : enquête lancée sous le n° 55. Des données cohérentes concernant les principaux agrégats existent depuis 1962. Annuelle.

Résultats : par académie et par secteur (public, privé), type de bourses : bourses sur critères sociaux, aide au mérite, aides exceptionnelles individuelles ; type d'établissement, année d'études, et pour les universités par discipline et cycle ; profession et catégorie sociale, et nationalité.

Diffusion : les résultats sont publiés dans *RERS*. Ils sont également publiés dans les *Note d'information enseignement supérieur recherche et innovation*.

Calendrier :

Lancement : décembre 2019

Date d'observation : 15 décembre 2019 (enquête rapide) - 15 mars 2020

Limite des retours : 10 janvier 2020 (enquête rapide) - 15 avril 2020

Résultats : septembre 2020

[SDSIES A2-1- Dispositif de validations des acquis dans l'enseignement supérieur \(VAE\)](#)

Collecte par questionnaires (fichiers Excel)

Référence Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : décrire les dispositifs de la validation des acquis de l'expérience (VAE) et de la validation des acquis professionnels ou personnels (VAPP) dans l'enseignement supérieur.

Résultats : par établissement, nombre de demandes, diplômés visés et obtenus, principales caractéristiques des bénéficiaires de la VAE et de la VAPP (sexe, âge, statut d'emploi), durée, mode d'accompagnement et financement de la VAE.

Champ : France métropolitaine, DOM (hors Mayotte). Universités et Cnam pratiquant la VAE ou la VAPP.

Collecte de l'information : un questionnaire (sous forme de fichier Excel) est renseigné par les responsables des services de formation continue des universités et du Cnam. Enquête annuelle.

Historique : enquête lancée sous le n° 67, effectuée de 1999.

Diffusion : les résultats sont publiés dans une *Note d'information du Sies Enseignement supérieur recherche et innovation, Repères et références statistiques* et *EESRI*.

Calendrier :

Lancement : février 2020

Date d'observation : année civile 2019

Limite des retours : avril/mai 2020

Résultats : fin 2020

[ONS - Base d'observation des accidents scolaires et universitaires \(application Baobac\)](#)

Remontée de fichiers et collectes informatisées

Référence Lolf : programme 214, soutien de la politique de l'éducation nationale, responsable de programme, la secrétaire générale ; programme 231, vie étudiante, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalités : déterminer les caractéristiques des accidents universitaires entraînant une hospitalisation ou un soin médical (consultation, soin, radio, etc.) ; alerter sur certaines circonstances à risques.

Champ : France métropolitaine, DOM Établissements d'enseignement supérieur sous tutelle du MESRI, établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère en charge de l'agriculture.

Collecte de l'information : pour l'enseignement supérieur, les dossiers d'accident sont saisis par les établissements eux-mêmes (application Baobac)

Historique : première enquête en 1996, informatisée en 1998. Annuelle.

Résultats : au plan national, gravité et lieu des accidents, situation scolaire, âge et sexe des étudiants, localisation et type de dommages corporels, circonstances matérielles et humaines de l'accident.

Diffusion : les résultats sont publiés dans le rapport de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement (décembre 2020) et accessibles sur le site : <http://ons.education.gouv.fr/>.

Calendrier :

Lancement : septembre 2019

Date d'observation : année scolaire 2019-2020

Limite des retours : septembre 2020

Résultats : décembre 2020

[Thème 6 : Formation continue](#)

[SDSIES A2-1 - Bilan des actions de formation continue dans l'enseignement supérieur \(FCU\)](#)

Collecte informatisée

Référence Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, responsable de

programme, la directrice générale pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : décrire l'activité de formation continue dans l'enseignement supérieur

Résultats : par établissement, activité de formation par stagiaires, heures-stagiaires, niveaux et spécialités de formation, statut des stagiaires, volume financier par source de financement.

Champ : France métropolitaine, DOM. Établissements publics d'enseignement supérieur sous tutelle du MESRI : universités y compris IUT, écoles d'ingénieurs rattachées aux universités et autres composantes des universités, écoles d'ingénieurs autonomes, grands établissements, Cnam (environ 140 établissements).

Collecte de l'information : la France métropolitaine, Dom. Établissements publics d'enseignement supérieur sous tutelle du MESRI : universités y compris IUT, écoles d'ingénieurs rattachées aux universités et autres composantes des universités, écoles d'ingénieurs autonomes, grands établissements, Cnam (environ 140 établissements).

Les établissements d'enseignement supérieur saisissent leurs données agrégées dans une application web. Enquête annuelle.

Diffusion : les résultats sont publiés dans une *Note d'information du Sies enseignement supérieur recherche et innovation*, *Repères et références statistiques*, et *EESRI*.

Calendrier :

Lancement : mars/avril 2020 Date d'observation : année civile 2019

Limite des retours : juillet/août 2020

Résultats : fin 2020

Thème 7 : Insertion, liaison formation-emploi

SDSIES A2-1 - Insertion professionnelle des diplômés de l'université

Remontées de fichiers informatisés ou collecte par questionnaire

Référence Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation pilote et coordonne une enquête annuelle afin de mesurer, à une échéance de 18 mois et 30 mois, l'insertion des diplômés d'université (DUT, licence professionnelle et master). La collecte est réalisée par les universités de France métropolitaine et des DOM.

Cette enquête vise à contribuer à l'information des publics, au premier rang desquels les étudiants et les lycéens en phase d'orientation ; à mettre en lumière la réussite dans les filières universitaires ; à reconnaître la préparation à l'insertion professionnelle comme une des missions de l'enseignement supérieur pouvant donner lieu à évaluation de sa performance. Ce troisième objectif pourra conduire, à terme, et comme le demande le Parlement, à faire reposer une partie de l'attribution des moyens aux établissements sur un indicateur d'insertion professionnelle calculé au niveau de l'université mais tenant compte des spécificités de l'université et du contexte national et régional de l'emploi. Tant au niveau des établissements qu'au niveau de l'administration centrale, les données collectées serviront à la réalisation d'études statistiques ainsi qu'au calcul d'indicateurs d'insertion professionnelle utiles au pilotage du système d'enseignement supérieur. Le calcul de ces indicateurs conduira le MESRI à relier l'insertion professionnelle aux caractéristiques des diplômés et du tissu économique local, à des fins de neutralisation des effets de contexte ou de structure.

Contenu : la collecte concernera des données personnelles (Ine, date de naissance, sexe, nationalité, série du baccalauréat et date d'obtention du baccalauréat) ; certains éléments de l'histoire personnelle (diplôme obtenu, interruptions éventuelles du parcours d'études, date d'entrée sur le marché du travail) ; les caractéristiques objectives de l'emploi actuel (type d'emploi, niveau de l'emploi, durée de travail, salaires).

Champ : universités de France métropolitaine et les DOM. Le champ de l'enquête porte sur les diplômés de nationalité française, de moins de 30 ans, n'ayant ni interrompu leurs études pendant plus de 2 ans, ni poursuivi d'études.

Collecte de l'information : les enquêtes menées par les universités présentes un tronc commun de questions, de concepts et de champ d'enquête destiné à assurer la comparabilité des données et la qualité des agrégats produits sur l'ensemble des universités. L'organisation ainsi que le contrôle des données recueillies est de la responsabilité de l'université. La collecte se fait dans le cadre d'une charte, définie en concertation entre le MESRI et la Conférence des présidents d'université (CPU), l'association des directeurs

d'IUT (Adiut) et le centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq), dont les dispositions visent à garantir la production de données de qualité, fiables et comparables entre les universités. La charte définit le champ de l'enquête, la population à enquêter, la date d'observation, le volet commun du questionnaire établi par les universités et le calendrier de collecte. Les données sont exploitées à des fins statistiques par l'établissement et par le service statistique du ministère (SSM) après communication par les établissements de fichiers de données individuelles indirectement nominatives (qui ne comportent que l'Ine des étudiants).

Historique : l'enquête a été lancée en août 2008 sous le n° 73, et préparée en concertation avec la Conférence des présidents d'université (CPU).

Résultats : le ministère utilise ces données pour calculer des indicateurs d'insertion professionnelle par établissements selon les secteurs disciplinaires, et pour caractériser les emplois occupés (type de contrat, niveau de l'emploi, salaire, etc.). Les prochains résultats seront publiés en décembre 2020.

Diffusion : les résultats nationaux sont publiés dans des *Notes Flash du Sies, Repères et références statistiques, EESRI*, publication biennale « L'État de l'emploi scientifique ».

L'ensemble des résultats nationaux et par établissement sont aussi disponibles sur le site DataESR du MESRI (plateforme OpenData) enfin d'année. Ils sont présentés sous forme de tableaux dynamiques à travers d'une page dédiée à l'enquête sur le site du ministère.

Calendrier :

Lancement : septembre 2019

Date d'observation : 1er septembre 2019

Limite des retours : 30 avril 2020

[SDSIES-DES-R- Suivi de l'insertion professionnelle des docteurs - IPDoc](#)

Références Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle ; programme 172, recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, le directeur général de la recherche et de l'innovation ; programme 142, enseignement supérieur et recherche agricoles - ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation ; programme 186, recherche culturelle et culture scientifique - ministère de la Culture ; programme 190, recherche dans le domaine de l'énergie, du développement et de la mobilité durables - ministère de la transition écologique et solidaire ; programme 191, recherche duale (civile et militaire) - ministère des Armées ; programme 192, recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle - ministère de l'Économie et des Finances ; programme 193, recherche spatiale - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, le directeur général de la recherche et de l'innovation.

Finalité : observer la situation professionnelle des docteurs à N+3 et N+1.

Contenu général : nationalité - parcours d'études avant l'inscription en doctorat - formations depuis l'obtention du doctorat - parcours professionnel depuis l'obtention du doctorat - situation professionnelle au 1er décembre en N+1 et N+3 - activité professionnelle au 1er décembre en N+1 et N+3 - rémunération et temps de travail.

Champ : France entière - Écoles doctorales internes aux établissements publics d'enseignement supérieur habilités à délivrer le doctorat, Comue (communauté d'universités et d'établissements) délivrant des doctorats. Docteurs diplômés en 2015, 2016, 2017, 2018, toutes nationalités et tous âges confondus, en France et à l'étranger.

Collecte de l'information : l'enquête est biennale (la prochaine enquête nationale aura lieu en décembre 2021).

Mode de collecte : les diplômés répondent sur un site Internet dédié et sécurisé. En tant que de besoin, la collecte peut être réalisée par téléphone.

Historique : dispositif d'enquête expérimentale mis en place début 2016 à l'initiative conjointe du ministère en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche, de la Conférence des présidents d'université et de la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs auprès des diplômés de doctorat 2012.

Résultats : Situation professionnelle individuelle des diplômés.

Diffusion : les résultats seront publiés dans le *Rapport sur les politiques nationales de recherche et de formations supérieures* (Jaune Recherche), *EESRI*, une *Note Flash du Sies*, une *Note d'information du Sies*, sur le site *Repères* (www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/reperes)

Calendrier :

Date de lancement : décembre 2019

Date d'observation : situation des docteurs diplômés en 2016 au 1er décembre 2017 et au 1er décembre 2019, situation des docteurs diplômés en 2018 au 1er décembre 2019.

Limite des retours : juin 2020

Date de mise à disposition : avril 2021

[Depp A1 - Insertion dans la vie active des apprentis \(Ipa\)](#)

Remontées de fichiers et collectes informatisées

Référence Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : analyser la situation professionnelle des apprentis à la fin de leur formation en alternance, soit sept mois après leur sortie ; répondre aux besoins de gestion des branches professionnelles et des partenaires régionaux.

Résultats : situation des sortants d'apprentissage : emploi, chômage, etc. ; insertion selon le diplôme possédé et le sexe ; insertion des apprentis selon les spécialités de formation ; modalités de recherche d'emploi qui ont abouti ; insertion des apprentis selon le type d'emploi occupé ; disparités régionales.

Champ : France métropolitaine, DOM. Centres de formation d'apprentis (CFA), y compris agricoles.

Interrogation des sortants d'apprentissage de tous niveaux (niveaux V bis à I). Depuis 2016, le champ minimum obligatoire porte sur les années terminales de formation.

Collecte de l'information : les directeurs de CFA interrogent par voie postale les apprentis ayant quitté leur établissement et transmettent les questionnaires et les données de gestion de l'enquête aux services statistiques académiques. Ces derniers assurent la saisie des données de cadrage et des questionnaires, le niveau national se chargeant de la pondération et renvoyant les fichiers aux SSA.

Historique : enquête lancée sous le n° 75, effectuée depuis 1990, mise en cohérence en 1998 avec l'enquête auprès des lycéens (n° 74). Annuelle.

Diffusion : les résultats de l'enquête 2020 seront utilisés pour assurer la continuité avec le nouveau dispositif de mesure de l'insertion des sortants d'apprentissage dont les premiers résultats seront disponibles fin 2020 (ces résultats concerneront pour le supérieur uniquement le niveau III).

Calendrier :

Lancement : décembre 2019

Date d'observation : 1er février 2020

Limite des retours : fin juin 2020

[Thème 8 : Recherche et développement](#)

[SDSIES DES-R - Dépenses affectées à la R&D des établissements d'enseignement supérieur et de recherche relevant du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation](#)

Remontées de fichiers et collectes informatisées

Références Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle ; programme 172, recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, le directeur général de la recherche et de l'innovation ; programme 142, enseignement supérieur et recherche agricoles - ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation ; programme 186, recherche culturelle et culture scientifique - ministère de la Culture ; programme 190, recherche dans le domaine de l'énergie, du développement et de la mobilité durables - ministère de la Transition écologique et solidaire ; programme 191, recherche duale (civile et militaire) - ministère des Armées ; programme 192, recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle - ministère de l'Économie et des Finances ; programme 193, recherche spatiale - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme le directeur général de la recherche et de l'innovation ; programmes hors Mires.

Finalité : évaluer et suivre les dépenses, les ressources et les effectifs consacrés à la recherche et développement expérimental (R&D) dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche passés aux responsabilités et compétences élargies (RCE).

Champ : France métropolitaine, ROM-DOM, établissements d'enseignement supérieur et de recherche relevant du MESRI passés aux RCE.

Collecte de l'information : les établissements saisissent leurs données à partir d'un questionnaire web.

Historique : première observation en 2013. Enquête annuelle.

Diffusion : les résultats seront publiés dans le *Rapport sur les politiques nationales de recherche et de formations supérieures* (Jaune Recherche), *EESRI*, publication biennale « L'État de l'emploi scientifique », *RERS*, une *Note Flash du Sies*, une *Note d'information du Sies enseignement supérieur recherche et innovation*, sur le site *Repères* (www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/reperes), et sur la plateforme de mise à disposition de données sous licence ouverte data.enseignementsup-recherche.gouv.fr, ainsi que dans les publications d'Eurostat et de l'OCDE.

Calendrier :

Lancement : octobre 2020

Date d'observation : année d'exercice comptable 2019

Limite des retours : décembre 2020

Résultats : juin 2021

[SDSIES DES-R - Ressources globales de recherche des établissements d'enseignement supérieur et de recherche relevant du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation](#)

Remontées de fichiers et collectes informatisées

Références Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle ; programme 172, recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, le directeur général de la recherche et de l'innovation ; programme 142, enseignement supérieur et recherche agricoles - ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation; programme 186, recherche culturelle et culture scientifique - ministère de la culture ; programme 190, recherche dans le domaine de l'énergie, du développement et de la mobilité durables - ministère de la Transition écologique et solidaire ; programme 191, recherche duale (civile et militaire) - ministère des Armées; programme 192, recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle - ministère de l'Économie et des Finances; programme 193, recherche spatiale - ministère de l'Enseignement supérieur de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, le directeur général de la recherche et de l'innovation.

Champ : France métropolitaine, ROM-DOM, établissements d'enseignement supérieur et de recherche relevant du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Collecte de l'information : les établissements saisissent leurs données à partir d'un questionnaire web.

Historique : enquête lancée sous le n° 21, effectuée depuis 1992 par la direction de la recherche, reprise par la DEPP en 2005, par le Sies depuis 2009. Annuelle.

Diffusion : les résultats sont publiés dans le *Rapport sur les politiques nationales de recherche et de formations supérieures* (Jaune Recherche), *EESRI*, *RERS*, une *Note Flash du Sies*, une *Note d'information du Sies enseignement supérieur recherche et innovation*, sur le site *Repères* (www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/reperes), et sur la plateforme de mise à disposition de données sous licence ouverte data.enseignementsup-recherche.gouv.fr, ainsi que dans les publications d'Eurostat et de l'OCDE.

Calendrier :

Lancement : octobre 2020

Date d'observation : année d'exercice comptable 2019

Limite des retours : décembre 2020

Résultats : juin 2021

[SDSIES DES-R - Financement de la recherche et du transfert de technologie \(R&T\), de l'enseignement supérieur et de la vie étudiante \(ES&VE\) par les collectivités territoriales](#)

Remontées de fichiers et collectes informatisées

Référence Lolf : programme 172, recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires, responsable de programme, le directeur général de la recherche et de l'innovation du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, programme 231, vie étudiante ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation .

Finalité : évaluer les budgets consacrés à la recherche et au transfert de technologies (R&T) par les

collectivités territoriales et leur évolution dans le temps et évaluer les financements destinés à soutenir l'enseignement supérieur, développer les offres de formation, aider la vie étudiante et à en assurer la promotion.

Champ : France métropolitaine, ROM-DOM, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie pour les régions, départements, villes et établissements publics de coopération intercommunale.

Collecte de l'information : elle s'effectue à l'appui d'un questionnaire en ligne sur un site dédié. Les données sont saisies par les responsables des collectivités territoriales. L'enquête est biennale (la prochaine enquête aura lieu en mars 2021).

Historique : enquête lancée en 2002 sous le n° 15 pour le module R&T. Pour le module ES&VE, première occurrence en 2017.

Résultats : données budgétaires déclinées par « objectifs ».

Diffusion : les résultats sont publiés dans le *Rapport sur les politiques nationales de recherche et de formations supérieures* (Jaune Recherche), *EESRI*, *RERS* une *Note Flash du Sies*, une *Note d'information du Sies enseignement supérieur recherche et innovation*, sur le site *Repères* (www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/reperes), et sur la plateforme de mise à disposition de données sous licence ouverte data.enseignementsup-recherche.gouv.fr.

Calendrier :

Lancement : mars 2019

Date d'observation : années civiles 2017, 2018 et 2019

Limite des retours : juin 2019

Résultats : avril 2020

SDSIES DES-R - Moyens consacrés à la R&D dans les entreprises

Remontées de fichiers et collectes informatisées

Références Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle ; programme 172, recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, le directeur général de la recherche et de l'innovation ; programme 142, enseignement supérieur et recherche agricoles - ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation ; programme 186, recherche culturelle et culture scientifique - ministère de la Culture ; programme 190, recherche dans le domaine de l'énergie, du développement et de la mobilité durables - ministère de la Transition écologique et solidaire ; programme 191, recherche duale (civile et militaire) - ministère des Armées ; programme 192, recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle - ministère de l'Économie et des Finances ; programme 193, recherche spatiale - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, le directeur général de la recherche et de l'innovation ; programmes hors Mires.

Finalité : évaluer et suivre l'évolution des moyens humains et financiers consacrés à la recherche et au développement expérimental (R&D) dans les entreprises.

Champ : France métropolitaine, ROM-DOM. Entreprises et organismes professionnels susceptibles de faire de la R&D, tous secteurs, toutes tailles (environ 30 000 entreprises). Enquête exhaustive pour les entreprises dont les dernières dépenses intérieures de R&D connues sont supérieures ou égales à 400K€ (environ 4 400) et pour celles détectées comme réalisant nouvellement de la R&D (environ 3 300) ; sondage pour les autres (environ 3 800). Un questionnement complémentaire est effectué sur les chercheurs en entreprise une année sur deux depuis l'année 2000. Le questionnaire complémentaire sur les chercheurs en entreprise sera adressé aux entreprises en 2020. Enquête labellisée par le Comité du label de la statistique publique du Conseil national de l'information statistique (Cnis), obligatoire et régie par la loi n° 51-711 du 7 juin 1951, modifiée selon les termes du décret 2009-318 du 20 mars 2009 (art 19) précisés par l'arrêté du 17 juin 2009, relative au secret statistique. L'enquête répond au règlement européen n° 995/2012 du 26 octobre 2012 relatif à la production de statistiques communautaires de la science et de la technologie. De plus, elle suit les lignes directrices éditées par l'OCDE dans le manuel de Frascati.

Collecte de l'information : les entreprises répondent sur un site Internet dédié et sécurisé (d'avril à décembre). Celles dont les dernières dépenses intérieures de R&D connues sont supérieures ou égales à 2 millions d'euros répondent à un questionnaire général et à un questionnaire pour chaque branche de R&D déclarée, toutes les autres entreprises à un seul questionnaire (questionnaire simplifié).

Historique : enquête lancée sous le n° 33. Des données cohérentes concernant les principaux agrégats existent depuis 1963 ; enquête informatisée en 1974, première rénovation en 1992, nouveau questionnaire en 2001, enquête partiellement web depuis 2004 et 100 % web depuis 2010. L'enquête principale sur les moyens humains et financiers consacrés par les entreprises à la R&D est annuelle, le questionnaire complémentaire sur les chercheurs en entreprises est biennal (la prochaine enquête aura lieu en 2020).

Résultats : par branche de recherche, dépenses par grandes fonctions, effectifs et modes de financement de R&D ; chercheurs selon le niveau de diplôme, le sexe, l'âge, la discipline exercée et les mouvements de ces personnels (entrées et sorties).

Diffusion : les résultats sont publiés dans le *Rapport sur les politiques nationales de recherche et de formations supérieures* (Jaune Recherche), *EESRI*, publication biennale « L'État de l'emploi scientifique » pour les données issues du volet « chercheurs », *RERS*, des *Notes Flash*, une *Note d'information du Sies Enseignement supérieur recherche et innovation* sur le site *Repères* (site internet de diffusion des données et publications produites par le département des études statistiques de la recherche : (www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/reperes), et sur la plateforme de mise à disposition de données sous licence ouverte data.enseignementsup-recherche.gouv.fr, ainsi que dans les publications d'Eurostat et de l'OCDE.

Calendrier :

Lancement : avril 2020

Date d'observation : année civile 2019

Limite des retours : juin 2020

Résultats provisoires : avril 2021

Résultats semi-définitifs : septembre 2021

Résultats définitifs : septembre 2022

[SDSIES DES-R - Moyens consacrés à la R&D par les services ministériels, les agences de financement et autres organismes financeurs](#)

Références Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle ; programme 172, recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, le directeur général de la recherche et de l'innovation ; programme 142, enseignement supérieur et recherche agricoles - ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation ; programme 186, recherche culturelle et culture scientifique - ministère de la Culture ; programme 190, recherche dans le domaine de l'énergie, du développement et de la mobilité durables - ministère de la Transition écologique et solidaire ; programme 191, recherche duale (civile et militaire) - ministère des Armées ; programme 192, recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle - ministère de l'Économie et des finances ; programme 193, recherche spatiale - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, le directeur général de la recherche et de l'innovation ; programmes hors Mires.

Finalité : évaluer les moyens financiers que les services ministériels, les agences de financement et autres organismes financeurs consacrent chaque année au financement de la R&D.

Contenu général : dépenses consacrées au financement de la R&D par destinataire des fonds versés (entreprises, organismes publics de recherche, établissements d'enseignement supérieur, institutions sans but lucratif) ; ressources consacrées/affectées au financement de la R&D par origine (dotations budgétaires, subventions et financements extrabudgétaires, ressources propres).

Champ : France entière. Organismes publics et services ministériels concernés (15 unités).

Mode de collecte : elle s'effectue à l'appui d'un questionnaire auprès des services concernés.

Historique : première enquête en 2011.

Diffusion : les résultats seront publiés dans le Rapport sur les politiques nationales de recherche et de formations supérieures.

Calendrier :

Date de lancement : juin 2020

Date d'observation : année civile 2019

Limite des retours : septembre 2020

Résultats : juin 2021

[SDSIES DES-R - Moyens consacrés à la R&D dans le secteur public et assimilé](#)

Références Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle ; programme 172, recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, le directeur général de la recherche et de l'innovation ; programme 142, enseignement supérieur et recherche agricoles - ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation ; programme 186, recherche culturelle et culture scientifique - ministère de la Culture ; programme 190, recherche dans le domaine de l'énergie, du développement et de la mobilité durables - ministère de la Transition écologique et solidaire ; programme 191, recherche duale (civile et militaire) - ministère des Armées ; programme 192, recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle - ministère de l'Économie et des Finances ; programme 193, recherche spatiale - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, le directeur général de la recherche et de l'innovation ; programmes hors Mires.

Finalité : évaluer et suivre l'évolution des moyens consacrés à la recherche et développement expérimental (R&D) dans les services publics.

Champ : France métropolitaine, ROM-DOM. Organismes publics de recherche, établissements d'enseignement supérieur hors contrat MESRI et services ministériels (200 unités).

Collecte de l'information : elle s'effectue à l'appui d'un questionnaire auprès des services concernés et/ou à partir de sources administratives.

Historique : enquête lancée sous le n° 35. Des données cohérentes concernant les principaux agrégats existent depuis 1963 ; enquête informatisée en 1984, rénovée en 1992 et 2001. Annuelle.

Résultats : dépenses par grandes fonctions, effectifs et modes de financement.

Diffusion : les résultats sont publiés dans le *Rapport sur les politiques nationales de recherche et de formations supérieures* (Jaune Recherche), *EESRI*, publication biennale « L'État de l'emploi scientifique », *RERS*, une *Note Flash du Sies*, une *Note d'information du Sies enseignement supérieur recherche et innovation* sur le site *Repères* (www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/reperes), et sur la plateforme de mise à disposition de données sous licence ouverte data.enseignementsup-recherche.gouv.fr, ainsi que dans les publications d'Eurostat et de l'OCDE.

Calendrier :

Lancement : juin 2020

Date d'observation : année d'exercice comptable 2019

Limite des retours : octobre 2020

Résultats : juin 2021

[SDSIES DES-R - Moyens consacrés à la R&D dans les Centres hospitaliers \(régionaux\) universitaires et dans les centres de lutte contre le cancer](#)

Référence Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle.

Finalité : évaluer et suivre les ressources, les dépenses et les effectifs consacrés à la recherche et développement expérimental (R&D) dans les centres hospitaliers (régionaux) universitaires (CHU/ CHRU) et dans les centres de lutte contre le cancer (CLCC).

Champ : France métropolitaine, ROM-DOM. CHU/ CHRU et CLCC (50 unités).

Collecte de l'information : elle s'effectue à l'appui d'un questionnaire auprès des unités concernées.

Historique : enquête lancée sous le n° 36, effectuée depuis 1994. Annuelle

Résultats : nature des ressources et des dépenses en R&D et effectif.

Diffusion : les résultats sont publiés dans le *Rapport sur les politiques nationales de recherche et de formations supérieures* (Jaune Recherche), *l'État de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation* (EESRI), publication biennale « L'État de l'emploi scientifique », *RERS*, une *Note Flash du Sies*, une *Note d'information du Sies Enseignement supérieur recherche et innovation* sur le site *Repères* (www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/reperes), et sur la plateforme de mise à disposition de données sous licence ouverte data.enseignementsup-recherche.gouv.fr, ainsi que dans les publications d'Eurostat et de l'OCDE.

Calendrier :

Lancement : juin 2020

Date d'observation : année d'exercice comptable 2019

Limite des retours : octobre 2020

Résultats : juin 2021

[SDSIES DES-R - Moyens consacrés à la R&D dans les institutions sans but lucratif \(ISBL\) et les groupements d'intérêt public](#)

Références Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle ; programme 172, recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, le directeur général de la recherche et de l'innovation ; programme 142, enseignement supérieur et recherche agricoles - ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation ; programme 186, recherche culturelle et culture scientifique - ministère de la Culture ; programme 190, recherche dans le domaine de l'énergie, du développement et de la mobilité durables - ministère de la Transition écologique et solidaire ; programme 191, recherche duale (civile et militaire) - ministère des Armées ; programme 192, recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle - ministère de l'Économie et des Finances ; programme 193, recherche spatiale - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, le directeur général de la recherche et de l'innovation ; programmes hors Mires.

Finalité : évaluer et suivre les ressources, les dépenses et les effectifs consacrés à la recherche et développement expérimental (R&D) dans institutions sans but lucratif et les groupements d'intérêt public (GIP).

Champ : France métropolitaine. Associations, fondations et groupements d'intérêt public susceptibles de faire de la recherche et du développement expérimental (500). Enquête d'intérêt général au sens de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée relative au secret statistique.

Collecte de l'information : elle s'effectue à l'appui d'un questionnaire auprès des entités concernées.

Historique : enquête lancée sous le n° 37. Des données cohérentes concernant les principaux agrégats existent depuis 1964 ; enquête effectuée depuis 1992. Annuelle.

Résultats : nature des ressources et des dépenses en R&D et effectif de recherche et développement expérimental.

Diffusion : les résultats sont publiés dans le *Rapport sur les politiques nationales de recherche et de formations supérieures* (Jaune Recherche), *EESRI*, publication biennale « L'État de l'emploi scientifique », *RERS*, une *Note Flash du Sies*, une *Note d'information du Sies enseignement supérieur recherche et innovation* sur le site *Repères* (www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/reperes), et sur la plateforme de mise à disposition de données sous licence ouverte data.enseignementsup-recherche.gouv.fr, ainsi que dans les publications d'Eurostat et de l'OCDE.

Calendrier :

Lancement : mai 2020

Date d'observation : année d'exercice comptable 2019

Limite des retours : septembre 2020

Résultats : juin 2021

[SDSIES DES-R - Objectifs socio-économiques des crédits budgétaires recherche de la Mires et hors Mires](#)

Références Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle ; programme 172, recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, le directeur général de la recherche et de l'innovation ; programme 142, enseignement supérieur et recherche agricoles - ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation ; programme 186, recherche culturelle et culture scientifique - ministère de la Culture ; programme 190, recherche dans le domaine de l'énergie, du développement et de la mobilité durables - ministère de la Transition écologique et solidaire ; programme 191, recherche duale (civile et militaire) - ministère des Armées ; programme 192, recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle - ministère de l'Économie et des Finances ; programme 193, recherche spatiale - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, le directeur général

de la recherche et de l'innovation ; programmes hors Mires.

Finalité : analyse détaillée des objectifs des crédits budgétaires recherche de la mission interministérielle recherche et enseignement supérieur (Mires) et des programmes hors Mires.

Champ : France entière. Organismes publics et services ministériels concernés (78 unités).

Collecte de l'information : elle s'effectue à l'appui d'un questionnaire auprès des services concernés.

Historique : enquête lancée sous le n° 38, effectuée depuis 1992. Annuelle.

Diffusion : les résultats sont publiés dans le *Rapport sur les politiques nationales de recherche et de formations supérieures* (Jaune Recherche), *EESRI*, sur le site *Repères* (www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/reperes), ainsi que dans les publications d'Eurostat et de l'OCDE.

Calendrier :

Lancement : avril/mai 2020

Date d'observation : année civile 2020

Limite des retours : mai/juin 2020

Résultats : juillet 2020

SDSIES DES-R - Suivi de la fréquentation du public pendant les événements mis en place au cours de la Fête de la science

Référence Lolf : programme 172, recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires - ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, responsable de programme, le directeur général de la recherche et de l'innovation ; programme 186, recherche culturelle et culture scientifique - ministère de la Culture.

Finalité : dresser un panorama des événements mis en place au cours de la Fête de la science ; suivre la fréquentation de ces événements et évaluer les besoins des porteurs de projet et des coordinations régionales.

Champ : France métropolitaine, ROM-DOM. Étranger.

Collecte de l'information : elle s'effectue à l'aide d'un questionnaire en ligne reçu directement par les porteurs de projet.

Historique : enquête lancée en 2017 ; sous cette forme depuis 2018. Annuelle.

Résultats : nature et type d'événements organisés, descriptif des porteurs de projets, enquêtes de satisfaction des porteurs de projet et du public.

Diffusion : les résultats sont publiés dans une *Note d'information du Sies enseignement supérieur recherche et innovation* et sur la plateforme de mise à disposition de données sous licence ouverte data.enseignementsup-recherche.gouv.fr.

Calendrier :

Lancement : octobre 2020 et novembre 2020, selon la date de la tenue des événements

Date d'observation : événements en cours

Limite des retours : fin décembre 2020 pour les événements ayant eu lieu en octobre 2020 et fin janvier 2021 pour les événements ayant eu lieu en novembre 2020

Résultats : premiers résultats : mars 2021 ; résultats détaillés : juin 2021

B - Opérations de contrôle de gestion des autres directions de l'administration centrale

Thème 1 : Effectifs d'étudiants, d'apprentis et de diplômés

Néant.

Thème 2 : personnels

Remontées de fichiers et collectes informatisées

DGRH C1-1 Gestion prévisionnelle des effectifs Biatss

Références Lolf : programmes 150, formations supérieures et recherche universitaire, et 231, vie étudiante, responsable de programmes, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : pilotage national des postes offerts au recrutement des personnels Biatss dans les établissements d'enseignement supérieur et du mouvement des personnels ATSS à gestion déconcentrée.

Champ : France métropolitaine, DOM, ROM. Services centraux des grands établissements et Crous.

Collecte de l'information : application web Atria sur le portail Galaxie pour les personnels Biatss et coloration

des postes en BAP et emplois-types pour les personnels ITRF.

Historique : enquête effectuée depuis 1991. Annuelle.

Résultats et publications : publication des postes offerts aux recrutements au JO et au BO entre janvier et juin de chaque année ; publication au BO (pour les postes à technicité spécifique) et sur Internet des postes offerts au mouvement interacadémique.

Calendrier :

Lancement : décembre 2019

Date d'observation : année 2020 (prévisionnel)

Limite des retours : mi-janvier 2020

Résultats : janvier à juin 2020

[DGRH C1-1 - Enquête annuelle « EANT » relative à la situation des agents contractuels exerçant des fonctions de personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et sociaux et de santé au sein des établissements du MESRI](#)

Références Lolf : programmes 150, formations supérieures et recherche universitaire, et 231, vie étudiante, responsable de programmes, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : avoir une connaissance précise des effectifs d'agents contractuels par type de missions (temporaires ou permanentes), type de contrat (contrat à durée déterminée ou indéterminée) et par filière et corps de rattachement, ainsi que des effectifs d'agents vacataires et de contractuels étudiants.

Champ : établissements d'enseignement supérieur et réseau des œuvres.

Collecte de l'information : application web dénommée EANT et tableau Excel.

Historique : existe depuis 1997 ; recensement annuel en début d'année. Ajout de la distinction CDD-CDI à compter de l'année 2008. Ajout des éléments concernant les éligibles et les nommés dans le cadre des recrutements réservés prévus par la loi « Sauvadet » en 2012. Ajout du recensement distinct des agents vacataires et des contractuels étudiants en 2018.

Diffusion : document de synthèse à usage interne et pour transmission éventuelle à la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), puis utilisation interne par croisement avec les données issues des outils de gestion prévisionnelle des recrutements.

Calendrier :

Lancement : mars 2020

Dates d'observation : année 2020

Limite des retours : avril 2020

Résultats : été 2020

[DGRH-C1-1 - Enquête quantitative mensuelle sur la conclusion de contrats d'apprentissage](#)

Références Lolf : programmes 150, formations supérieures et recherche universitaire, et 231, vie étudiante, responsable de programmes, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ; programme 172, recherches scientifiques et technologiques, responsable de programme, le directeur général de la recherche et de l'innovation du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : Assurer le suivi de la mise en œuvre de l'apprentissage au MESRI au travers d'un bilan quantitatif des recrutements des apprentis pour 2018-2019 et des dépenses de rémunération et de formation des apprentis.

Contenu général : Recensement du nombre contrats d'apprentis BIATSS conclus, ainsi que des coûts associés de rémunération et de formation.

Champ : Établissements d'enseignement supérieur et de recherche, réseau des œuvres.

Mode de collecte : Fichier Excel.

Historique : Existe depuis septembre 2015 ; un recensement mensuel de septembre de l'année n à janvier de l'année n+1. Depuis 2018 : un recensement mensuel d'octobre de l'année n à janvier de l'année n+1.

Résultats : Tableau Excel portant sur les apprentis exerçant des fonctions de personnels Biatss, indiquant par établissement recruteur le nombre de contrats signés au titre de l'année n-1, le nombre de contrats signés au titre de l'année, le nombre de contrats rompus durant l'année et les années d'échéance des contrats ; tableau de synthèse par catégorie d'établissement recruteur indiquant également le nombre d'établissements ayant répondu à l'enquête et le taux de réponse.

Diffusion : Documents internes à l'administration centrale ne donnant pas lieu à publication.

Calendrier :

Date de lancement : septembre 2019

Date d'observation : année scolaire 2019-2020

Limite des retours : le 10 de chaque mois (de septembre à janvier)

Date de mise à disposition : le 10 de chaque mois (de septembre à janvier)

[DGRH C1-3 - Accidents du travail et maladies professionnelles](#)

Référence Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : mieux cibler la politique de prévention des accidents du travail des agents de l'État.

Champ : France métropolitaine, DOM. Toutes académies.

Collecte de l'information : les données recueillies à partir des déclarations d'accidents du travail et de maladies professionnelles sont saisies au niveau des établissements d'enseignement supérieur et de recherche **Historique :** enquête lancée en 1995 par le ministère en charge de la fonction publique. Annuelle.

Résultats et publications : les résultats sont communiqués au ministère en charge de la Fonction publique, au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi qu'aux partenaires sociaux.

Calendrier :

Lancement : début février 2020

Date d'observation : année civile 2019

Limite des retours : mi-avril 2020

Résultats : mai 2020.

[DGRH C1-3 - Bilan de la santé et de la sécurité au travail](#)

Référence Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : suivi des actions menées dans le domaine de la santé, de la sécurité et des conditions de travail.

Résultats : bilan du fonctionnement des instances ; des réseaux d'acteurs de la prévention, de la mise en œuvre des actions de prévention des risques selon leur nature, notamment, risques psychosociaux, risques cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction (CMR) dont l'amiante, troubles musculo-squelettiques (TMS).

Champ : France métropolitaine, DOM. Personnels relevant de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Collecte de l'information : questionnaire électronique « Interview » destiné aux directeurs et présidents responsables des établissements.

Historique : enquête effectuée depuis 2000 (partie enseignement supérieur et recherche) en application du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et la sécurité du travail et la prévention médicale dans la fonction publique. Annuelle.

Diffusion : les résultats servent à élaborer le rapport annuel faisant le bilan général de la santé, de la sécurité et des conditions de travail présenté au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel de l'enseignement supérieur et de la recherche, et à renseigner l'enquête annuelle de la fonction publique. Le rapport annuel est consultable sur le site <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/>.

Calendrier :

Lancement : début février 2020

Date d'observation : année civile 2019

Limite des retours : mi-avril 2020

Résultats : mai 2020

Collecte par questionnaire

[DGRH C1 - Rapport d'activité relatif à la médecine de prévention](#)

Référence Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : suivi de l'activité des services de médecine de prévention pour les personnels.

Champ : France métropolitaine, DOM. Personnels relevant de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Collecte de l'information : un rapport annuel d'activité est rédigé par le médecin de prévention de l'établissement d'enseignement supérieur et de recherche, puis transmis au médecin conseiller technique des services centraux après avoir été visé par le chef d'établissement.

Historique : enquête annuelle effectuée depuis 2001.

Résultats et publications : la synthèse nationale des rapports transmis au médecin conseiller technique des services centraux fait l'objet d'un compte-rendu au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel.

Les synthèses relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche sont communiquées respectivement aux recteurs d'académies, aux présidents d'université et directeurs d'établissement.

Les résultats sont consultables sur le site <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/>

Calendrier :

Lancement : mars 2020

Période d'observation : année civile 2019

Limite des retours : 30 mai 2020

Résultats : novembre 2020

[DGRH-C1-1 - Enquête sur les congés pour raison de santé](#)

Collectes par questionnaire

Référence Lolf : programme 150 formations supérieures et recherche universitaire, programme 231 vie étudiante ; responsable de programmes, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : Compléter l'indicateur relatif aux congés pour raison de santé du bilan social de l'enseignement supérieur.

Contenu général : Recensement du nombre de jour de congé pour raison de santé pris par les personnels de l'enseignement supérieur.

Champ : France métropolitaine, DOM et COM. Services centraux des établissements d'enseignement supérieur et Crous.

Mode de collecte : Fichier excel

Historique : Existe depuis septembre 2016.

Résultats : Sous forme d'indicateur (tableaux excel)

Bilan du nombre d'agents titulaires ayant pris au moins un jour de congé pour raison de santé selon la catégorie de personnel et le genre.

Les différents jours de congé répertoriés dans l'enquête sont : les congés pour maladie ordinaire, congé long (CLM et CLD), congé pour maladie professionnelle ou accident du travail, congé pour adoption, congé de paternité et d'accueil de l'enfant et congé de solidarité familiale.

Diffusion : Résultat de l'enquête publié sous forme d'indicateur dans le bilan social de l'enseignement supérieur.

Calendrier :

Date de lancement : Juin 2020

Date d'observation : année 2019

Limite des retours : Juillet 2020

Date de mise à disposition : juin 2021

[DGRH-C1-3 - Action sociale en faveur des personnels des établissements d'enseignement supérieur et des personnels des œuvres universitaires et scolaires](#)

Référence Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, programme 231 vie étudiante ; responsable de programmes, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : renseigner des indicateurs relatifs aux prestations d'action sociale du bilan social ministériel de l'enseignement supérieur.

Contenu général : Recensement des prestations d'action sociale servies aux personnels de l'enseignement supérieur.

Champ : France métropolitaine, DOM et COM. Services centraux des établissements d'enseignement supérieur et Crous.

Mode de collecte : Fichier excel.

Historique : Existe depuis septembre 2016.

Résultats : Sous forme d'indicateurs (tableaux excel)

Bilan des prestations par nature (aide aux parents d'enfants handicapés, aide aux vacances, loisirs et culture, aide à l'enfance et aux études, aide au logement, environnement professionnel, environnement privé et restauration) : informations relatives au nombre d'agents bénéficiaires (titulaires et non titulaires) et des dépenses correspondantes.

Diffusion : Résultats de l'enquête publiés sous forme d'indicateurs dans le bilan social de l'enseignement supérieur.

Calendrier :

Date de lancement : juin 2020

Date d'observation : année 2019

Limite des retours : juillet 2020

Date de mise à disposition : juin 2021

[DGRH C2-1 - Bilan des mutations ATSS et ATRF](#)

Référence Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, programme 231, vie étudiante ; responsable de programmes, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : avoir une connaissance précise, à des fins de pilotage, des mutations réalisées dans le cadre des mouvements à gestion déconcentrée des personnels ATSS et ATRF ainsi que les mutations réalisées dans le cadre du mouvement intra académique des ATSS (AAE, SAENES)

Champ : France métropolitaine, DOM. Toutes académies

Collecte de l'information : fichier au format excel à faire compléter par les divisions des personnels des rectorats.

Historique : enquête effectuée depuis 2015.

Calendrier :

Lancement : septembre 2020.

Date d'observation : septembre 2020 (constat).

Limite de retours : septembre 2020.

Résultats : octobre 2020

Thème 3 : établissements d'enseignement supérieur

[Dgesip-DGRI SCSESR A1-3 - Bibliothèques des établissements d'enseignement supérieur et des services chargés de l'information scientifique et technique des établissements publics de recherche](#)

[Remontée de fichiers et collectes informatisées](#)

Référence Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ; programme 172, recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires, responsable de programme, le directeur général pour la recherche et l'innovation du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation ; programme 190, recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables, responsable de programme, le commissaire général du développement durable ; programme 144, environnement et prospective de la politique de défense, responsable de programme, le directeur général des relations internationales et de la stratégie, ministère des Armées ; programme 174, énergie, climat et après-mines, responsable de programme, le directeur général de l'énergie et du climat, ministère de la Transition écologique et solidaire ; programme 175, patrimoines, responsable de programme, le directeur général des patrimoines, ministère de la Culture ; programme 181, prévention des risques, responsable de programme, le directeur général de la prévention des risques, ministère de la Transition écologique et solidaire ; programme 206, sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation, responsable de programme, le directeur général de l'alimentation, ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Finalité : suivre l'évolution des moyens et des collections dont disposent les bibliothèques des établissements enquêtés et leurs usages.

Champ : France métropolitaine, DOM, ROM. Bibliothèques des universités, des Insa et des grands établissements, bibliothèques interuniversitaires ; services chargés de l'information scientifique et technique

des établissements publics de recherche (EPST, EPIC, Epa et fondations).

Collecte de l'information : données saisies par les établissements à partir d'une application en ligne. Cette application est en cours de réécriture complète et devrait être opérationnelle courant juin 2020. Les établissements n'auront en 2020 qu'une période réduite pour la saisie des informations collectées. L'application de la collecte sera complétée à terme par un outil de diffusion et de restitution des résultats et des données.

Historique : enquête effectuée depuis 1976 (pour l'année 1974). Annuelle.

L'enquête auprès des services chargés de l'information scientifique et technique des établissements publics de recherche a été introduite en 2012 (pour l'exercice 2011), avec leur accord respectif. Les informations collectées étaient en nombre réduit par rapport à l'enquête concernant les établissements d'enseignement supérieur.

Depuis l'exercice 2013, l'enquête a été rénovée et fait l'objet d'un nouveau questionnaire commun aux établissements d'enseignement supérieur et aux établissements publics de recherche.

Résultats : nombre de lecteurs inscrits, de documents prêtés et communiqués, de documents téléchargés, d'étudiants formés à la méthodologie documentaire ; horaires et fréquentation. Moyens (crédits et emplois), structure du budget, structure des emplois, importance des collections, surfaces, nombre de places assises. Acquisitions et dépenses de livres, périodiques français et étrangers et ressources électroniques.

Diffusion : les résultats et les données sont destinées à être mis en ligne sur la future application en cours de développement et sur la plate-forme d'Open Data du MESRI.

Calendrier :

Lancement : février 2020

Date d'observation : année civile 2019

Limite des retours : juin 2020

Résultats : décembre 2020

[Dgesip Sous-direction B3 - Situation immobilière des établissements d'enseignement supérieur](#)

Référence Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : Connaître la situation immobilière des établissements sur la base de l'inventaire des surfaces bâties et non bâties dont ils disposent; le taux d'occupation des locaux ; l'état du bâti ; la situation au regard de la réglementation en matière de sécurité incendie et de sureté, de l'accessibilité aux personnes en situation de handicap et de la performance énergétique ; les coûts d'exploitation et les valorisations immobilières ; les indicateurs de pilotage en matière immobilière. Ces informations permettent de renseigner les indicateurs Lolf et d'alimenter la connaissance sur les établissements d'enseignement supérieur.

Champ : France métropolitaine, Dom, Rom et écoles françaises à l'étranger. Établissements d'enseignement supérieur sous tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'innovation (environ 140 établissements).

Collecte de l'information : via une application web accessible de façon permanente aux établissements du P150.

Historique : l'enquête annuelle relative au parc immobilier des établissements d'enseignement supérieur existe depuis 1968, complétée à partir de 2008 par un questionnaire sur le taux d'occupation des locaux. Les deux enquêtes ont été regroupées en 2010. En 2016, cette enquête a fusionné avec l'enquête portant sur les Schémas Pluriannuels de Stratégie Immobilière (SPSI), en partenariat avec la DIE.

Résultats : plusieurs types d'états de restitution sont mis à disposition des utilisateurs en fonction des droits qui leur sont attribués : synthèses (vision macro nationale, Comue, opérateur, etc.), données détaillées (site, bâtiment, etc.), ratios de performance (surface, maintenance, exploitation, etc.).

Les résultats peuvent alimenter l'information parlementaire ou celle des corps de contrôle, mais aussi constituer des indicateurs de pilotage et de suivi utiles à l'opérateur lui-même. Un bilan comparatif annuel pourra être diffusé à l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur.

Calendrier :

L'application est ouverte chaque premier janvier pour l'exercice n et les établissements peuvent la renseigner au fil de l'eau.

L'état des lieux est effectué chaque fin d'année calendaire ; le bilan des charges de fonctionnement de l'année calendaire passée est fait en mars de l'année suivante et le bilan du taux d'occupation des amphithéâtres et

des salles banalisées de l'année universitaire en septembre de chaque année.

Thème 4 : Aspects financiers et contentieux consacrés à l'enseignement supérieur, à la recherche ou à l'innovation

Dgesip A2 - État des lieux des dispositifs d'accompagnement des étudiants en situation de handicap dans l'enseignement supérieur public

Remontée de fichiers et collectes informatisées

Référence Lolf : programme 231, vie étudiante, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : connaître l'évolution des dispositifs d'accompagnement de la population étudiante accompagnée au titre du handicap et les actions développées ; connaître l'utilisation des délégations de crédits spécifiques au titre de l'accompagnement des étudiants handicapés ; prévoir la politique nécessaire à l'accompagnement des établissements.

Champ : France métropolitaine, Dom. Établissements d'enseignement supérieur sous tutelle du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Collecte de l'information : les questionnaires sont renseignés par les établissements.

Historique : enquête effectuée depuis 2017. Annuelle.

Résultats : par établissement, organisation des dispositifs handicap, actions développées et type d'aides spécifiques mises en place.

Diffusion : les résultats sont communiqués aux établissements lors des Journées Nationales de Regroupement des missions handicap.

Calendrier :

Lancement : mai 2020

Période d'observation : année civile 2019

Limite des retours : juillet 2020

Résultats : mars 2021

Dgesip B2-1 - Enquêtes Pap et Rap des opérateurs du programme 150 « Formations supérieures et recherche universitaire »

Remontée de fichiers et collectes informatisées

Référence Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : alimenter le projet annuel de performances (Pap) et le rapport annuel de performances (Rap) à destination du Parlement.

Champ : tous les opérateurs du programme 150.

Collecte de l'information : recueil d'informations sur la gestion des opérateurs du programme 150 (données budgétaires, parc automobile, dettes inscrites au bilan à l'aide d'un formulaire en ligne (Intranet du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation) pour saisie dans l'application prévue à cet effet.

Historique : initiée en 2006, cette enquête est organisée deux fois par an pour compléter le Pap et le Rap initialement sous forme d'un recueil de données Excel, une application web ad hoc a été développée pour recueillir les données des établissements ; les données sont traitées et exploitées par le département Dgesip B2-1.

Diffusion : les résultats élaborés à partir des données de l'enquête figurent dans la partie « opérateurs » des projets annuels de performances et des rapports annuels de performances (tableaux des dépenses, des recettes, comptes de résultat et tableaux de financement agrégés par catégories d'opérateurs du programme 150 et indicateur de performance).

Calendrier :

Dates de lancement :

janvier 2020 pour l'enquête Rap 2019

juin 2020 pour l'enquête Pap 2021

Limites des retours :

livraison en février 2020 pour l'enquête Rap 2019,

livraison en juillet 2020 pour l'enquête Pap 2021

Résultats : publication des données dans les projets annuels de performances (Pap) et rapports annuels de performances (Rap).

[Dgesip B2-2 Département de l'allocation des moyens - Enquête emploi](#)

Collecte par questionnaire

Référence Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : connaître l'évolution des effectifs de personnels pris en charge directement sur le budget des établissements non passés aux responsabilités et compétences élargies exprimés en équivalent temps plein travaillés. Apporter les éléments d'information nécessaires à l'initialisation des projets et rapports annuels de performance (Pap et Rap).

Champ : ensemble des opérateurs de l'État (au sens de la Lolf) ayant le programme 150 - formations supérieures et recherche universitaire pour chef de file de France métropolitaine, Dom et Rom, hors établissements passés aux compétences élargies, soit 95 structures en 2019.

Collecte de l'information : recueil des données via l'intranet du ministère par saisie dans une application constituée à cet effet.

Historique : fait suite à une enquête ponctuelle initiée en 2005 à la faveur de la réalisation du PAP pour 2006 et à l'occasion de l'expérimentation de la Lolf dans l'enseignement supérieur.

Diffusion : les résultats figureront dans le Pap et le Rap de chaque année.

Calendrier : une remontée au premier trimestre 2020 pour l'exécution 2019.

[Dgesip A2-1 - Contrôle d'assiduité des étudiants boursiers](#)

Collecte par questionnaire

Référence Lolf : programme 231, vie étudiante, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : recueillir des statistiques sur les étudiants boursiers non assidus, par échelon de bourse, niveau et formation ; recueillir des statistiques sur le niveau des ordres de reversement émis par les rectorats.

Champ : France métropolitaine, DOM, COM. Établissements publics d'enseignement supérieur.

Collecte de l'information : saisie des données par les rectorats, les vice-rectorats et/ou Crous via une application Web hébergée sur le serveur d'enquête de la Dgesip. Validation définitive des données par les rectorats.

Historique : opération effectuée depuis 2013. La première version était sous format Excel. Enquête annuelle.

Résultats : répartition des étudiants boursiers concernés par un défaut d'assiduité par échelon et niveau ou formation ; nombre de mensualités ayant fait l'objet d'un ordre de reversement réparties par échelon.

Calendrier :

Lancement : 13 novembre 2019

Période d'observation : année universitaire 2018-2019

Limite des retours : 11 décembre 2019

Résultats : février 2020

[Dgesip A2-1- Aides à la mobilité internationale](#)

Collecte par questionnaire

Référence Lolf : programme 231, vie étudiante, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : dresser le bilan de l'utilisation des aides et connaître le nombre de bénéficiaires.

Champ : France métropolitaine, DOM, ROM. Établissements publics d'enseignement supérieur.

Collecte de l'information : saisie des données par les établissements d'enseignement supérieur contractualisés avec l'État via une application Web hébergée sur le serveur d'enquête de la Dgesip.

Historique : opération effectuée depuis 1982. Annuelle.

Résultats : répartition des bénéficiaires des aides à la mobilité par établissement, nombre de mensualités accordées, durée des études à l'étranger et par pays. Les résultats peuvent alimenter les réponses aux questions parlementaires ou constituer des indicateurs de suivi.

Calendrier :

Lancement : 18 décembre 2019

Période d'observation : année universitaire 2018-2019

Limite des retours : 20 décembre 2019

Résultats : février 2020

[DGESIP A2 - Étudiants handicapés dans l'enseignement supérieur public](#)

Remontée de fichiers et collectes informatisées

Référence Lolf : programme 231, vie étudiante, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : connaître l'évolution de la population étudiante accompagnée au titre du handicap et des aides spécifiques mises en place ; prévoir la politique nécessaire à son inclusion.

Champ : France métropolitaine, DOM. Établissements d'enseignement supérieur sous tutelle du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, sections de techniciens supérieurs et classes préparatoires aux grandes écoles.

Collecte de l'information : pour les établissements d'enseignement supérieur, les questionnaires sont renseignés par les établissements ; pour les STS et CPGE, par les enseignants référents pour le suivi et la scolarisation des élèves handicapés.

Historique : enquête effectuée depuis 1990. Annuelle.

Résultats : par établissement, nombre d'étudiants, caractéristiques de la population recensée et type d'aides spécifiques mises en place durant le parcours de formation.

Diffusion : les résultats sont publiés en ligne sur le site institutionnel du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation : <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid24670/etudiants-en-situation-de-handicap.html>.

Calendrier :

Lancement : mars 2020

Période d'observation : année universitaire 2019-2020

Limite des retours : juillet 2020

Résultats : mars 2021

[Dgesip A2-1 - Bilan financier des aides à la mobilité internationale des étudiants boursiers](#)

Intitulé de l'enquête : Bilan financier des aides à la mobilité internationale

Référence Lolf : programme 231, vie étudiante, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et Daf B3.

Finalité : Évaluer les besoins 2020, établir le bilan financier 2019 des aides à la mobilité internationale, évaluer le montant des charges à payer en 2020 et des engagements hors bilan afin de répondre à l'enquête Dettes Créances de l'État dans le cadre de la certification des comptes de l'État.

Champ : France métropolitaine, DOM, ROM. Établissements d'enseignement supérieur.

Collecte de l'information : saisie des données par les établissements d'enseignement supérieur via un fichier Excel à télécharger sur le serveur de la Dgesip.

Historique : opération effectuée depuis 2013. Annuelle.

Résultats : Bilan financier 2019

Calendrier :

Lancement : 4 décembre 2019

Période d'observation : année civile 2019

Limite des retours : 13 décembre 2019

Résultats : janvier 2020

[Dgesip A2-1 - Bilan financier des aides aux apprenants de la grande école du numérique \(GEN\)](#)

Intitulé de l'enquête : Bilan financier de l'aide aux apprenants de la grande école du numérique (GEN).

Référence Lolf : programme 231, vie étudiante, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et Daf B3.

Finalité : Évaluer les besoins 2020, établir le bilan financier 2019 des aides aux apprenants de la grande

école du numérique accordées par les Crous, évaluer le montant des charges à payer en 2020 et des engagements hors bilan afin de répondre à l'enquête Dettes et créances de l'État dans le cadre de la certification des comptes de l'État.

Contenu général : montants notifiés et versés en 2019, montants payés et non payés pour insuffisance de crédits.

Champ : France métropolitaine, DOM, Cnous et Crous.

Mode de collecte : Saisie des données par les Crous via un fichier Excel.

Historique : Opération réalisée pour la première fois en 2017. Annuelle.

Résultats : Bilan financier 2019

Calendrier :

Lancement : 9 décembre 2019

Période d'observation : année civile 2019

Limite des retours : 10 janvier 2020

Résultats : février 2020

[Dgesip A2-1 - Bilan financier des aides à la mobilité master \(AMM\)](#)

Intitulé de l'enquête : Bilan financier de l'Aide à la mobilité master (AMM).

Référence Lolf : programme 231, vie étudiante, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation et Daf B3.

Finalité : Evaluer les besoins 2020, établir le bilan financier 2019 des aides à la mobilité master accordées par les Crous, évaluer le montant des charges à payer en 2020 et des engagements hors bilan afin de répondre à l'enquête Dettes et créances de l'État dans le cadre de la certification des comptes de l'État.

Contenu général : montants notifiés et versés en 2019, montants payés et non payés pour insuffisance de crédits.

Champ : France métropolitaine, DOM, Cnous et Crous.

Mode de collecte : Saisie des données par les Crous via un fichier Excel.

Historique : Opération réalisée pour la première fois en 2017. Annuelle.

Résultats : Bilan financier 2019

Calendrier :

Lancement : 9 décembre 2019

Période d'observation : année civile 2019

Limite des retours : 10 janvier 2020

Résultats : février 2020

[Dgesip A2 - État des lieux des dispositifs d'accompagnement des étudiants en situation de handicap dans l'enseignement supérieur public](#)

Remontée de fichiers et collectes informatisées

Référence Lolf : programme 231, vie étudiante, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : connaître l'évolution des dispositifs d'accompagnement de la population étudiante accompagnée au titre du handicap et les actions développées ; connaître l'utilisation des délégations de crédits spécifiques au titre de l'accompagnement des étudiants handicapés ; prévoir la politique nécessaire à l'accompagnement des établissements.

Champ : France métropolitaine, DOM. Établissements d'enseignement supérieur sous tutelle du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Collecte de l'information : les questionnaires sont renseignés par les établissements.

Historique : enquête effectuée depuis 2017. Annuelle.

Résultats : par établissement, organisation des dispositifs handicap, actions développées et type d'aides spécifiques mises en place.

Diffusion : les résultats sont communiqués aux établissements lors des Journées Nationales de Regroupement des missions handicap.

Calendrier :

Lancement : mai 2020

Date d'observation : année civile 2019

Limite des retours : juillet 2020

Résultats : mars 2021

[DGESIP A2-2 - Usage de la contribution vie étudiante et de campus \(Cvec\)](#)

Remontée de fichiers et collectes informatisées

Référence : loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants. Décret n° 2019-205 du 19 mars 2019 relatif aux modalités de programmation et de suivi des actions financées par la CVEC prévue à l'article L. 841-5 du Code de l'éducation.

Finalité : faire un état des lieux de la répartition et de l'utilisation de la contribution vie étudiante et de campus (Cvec) par les établissements d'enseignement supérieur

Champ : France métropolitaine, DOM, COM. Établissements d'enseignement supérieur sous la tutelle du MESRI.

Collecte de l'information : questionnaire adressé aux établissements ayant reçu des crédits Cvec.

Historique : nouvelle enquête en application de la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants.

Diffusion : un bilan national est diffusé en retour. Les résultats peuvent alimenter les réponses aux questions parlementaires ou constituer des indicateurs de suivi.

Calendrier prévisionnel : mars - avril 2020

Lancement :

Date d'observation : année universitaire 2018-2019

Limite des retours : mai

Résultats : courant juin 2020

[DGESIP B2-3 -Tableau de synthèse ministère](#)

Remontée de fichiers et collectes informatisées

Finalité : disposer d'une information sur les grands équilibres financiers des budgets et comptes financiers des opérateurs sur les périmètres agrégés (hors services interuniversitaires) et établissements (avec les services interuniversitaires).

Contenu général : une vingtaine d'indicateurs financiers en droits constatés et en comptabilité budgétaire, dont le résultat, la capacité d'autofinancement, le fonds de roulement, la trésorerie, les produits, les charges décaissables, les dépenses de personnel, le solde budgétaire, les restes à payer, les restes à encaisser, la décomposition des recettes encaissées, et depuis cette année les restes à engager et le montant de la CVEC.

Champ : opérateurs du programme 150 - formations supérieures et recherche universitaire

Mode de collecte : les données sont saisies sur une interface web Sphinx par les contrôleurs budgétaires académiques au sein des rectorats, ou par les services concernés de l'administration centrale pour les établissements sous tutelle du ministre

Historique : enquête réalisée depuis l'été 2012

Résultats : évolution des indicateurs financiers sur plusieurs exercices, identification des établissements en déficit, comparaison entre les prévisions budgétaires et l'exécution, identification et suivi de typologies d'établissements, etc.

Diffusion : communication aux comités de pilotage et stratégique du dispositif de suivi, d'alerte et d'accompagnement et au sein de la Dgesip, intégration des données budgétaires dans d'autres outils (tableau de bord financier) communiqués à l'ensemble de la communauté de l'enseignement supérieur via le portail d'offre de service de la Dgesip et les données ouvertes du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (dataESR)

Calendrier :

Date de lancement : les données remontent toute l'année au fur et à mesure du vote des budgets et de l'approbation des comptes financiers par les conseils d'administration des opérateurs. L'enquête débute mi-novembre n-1 pour les budgets de l'année n, et mi-janvier n pour les comptes financiers de l'année n-1.

Date d'observation : L'année n voit l'observation des budgets rectificatifs n-1, des budgets et des budgets rectificatifs de l'exercice n, ainsi que les comptes financiers de l'exercice n-1.

Limite des retours : la limite n'a à ma connaissance pas été évoquée en 2017 et 2018 ?

- 15 janvier n les derniers budgets rectificatifs n-1

- 15 février n pour les budgets initiaux n

- 30 mars n pour les comptes financiers n-1 (les dates des remontées des comptes financiers s'adaptent au

calendrier : réglementaire d'approbation de ces derniers) et pour les budgets rectificatifs n

- 15 juin n pour les budgets rectificatifs n
- 15 octobre n pour les budgets rectificatifs n

Date de mise à disposition :

- fin février n pour les budgets initiaux n et les derniers budgets rectificatifs n-1
- fin avril pour les comptes financiers n-1 et les budgets rectificatifs n
- fin juin pour les budgets rectificatifs n- mi-novembre pour les budgets rectificatifs n

Les rectifications d'erreurs restent constamment possibles et sont automatiquement signalées (via la boîte courriel dédiée, depuis septembre 2018)

[DAJ B - Bilan de l'activité contentieuse](#)

Collecte par questionnaire

Référence Lolf : programme 214, soutien de la politique de l'éducation nationale, responsable de programme, la secrétaire générale.

Finalité : évaluer les résultats de l'activité contentieuse des établissements publics d'enseignement supérieur et des services académiques dans le domaine de l'enseignement supérieur ainsi que les domaines dans lesquels interviennent les litiges afin d'en tirer toutes les conséquences pour l'action administrative.

Champ : France métropolitaine, outre-mer. Enseignement supérieur.

Collecte de l'information : questionnaires sous la forme de tableaux de synthèse transmis aux établissements publics d'enseignement supérieur et aux services académiques.

Historique : enquête annuelle diligentée depuis 1998 à la suite de la déconcentration aux recteurs d'académie de la défense de l'État en première instance devant les juridictions administratives et, s'agissant des établissements publics d'enseignement supérieur, dans le cadre de l'exercice de l'autonomie pédagogique, administrative et financière dont ils jouissent en vertu de la loi et de la mise en œuvre des compétences que l'État leur a déléguées en matière de gestion des personnels qui y sont affectés.

Résultats : répartition des affaires contentieuses traitées au cours de l'année précédente par thématique selon la juridiction concernée et la solution donnée par celle-ci. Résultats publiés dans la Lettre d'information juridique.

Calendrier :

Lancement : janvier 2020

Période d'observation : année civile 2019

Limite des retours : fin mars 2020

Résultats : septembre 2020

[Thème 5 : vie universitaire, examens, diplômes et bourses](#)

[Dgesip A2-1 - Aides spécifiques accordées aux étudiants](#)

Intitulé de l'enquête : Bilan financier des aides spécifiques accordées aux étudiants

Référence Lolf : programme 231, vie étudiante, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et Daf B3.

Finalité : Évaluer les besoins 2020, établir le bilan financier 2019 des aides spécifiques accordées par les Crous, évaluer le montant des charges à payer en 2020 et des engagements hors bilan afin de répondre à l'enquête Dettes et créances de l'État le cadre de la certification des comptes de l'État.

Contenu général : crédits non consommés fin 2018, montants notifiés et versés en 2019, montants payés et non payés pour insuffisance de crédits.

Champ : France métropolitaine, DOM, Cnous et Crous.

Mode de collecte : Saisie des données par les Crous via un fichier Excel à télécharger sur le serveur de la Dgesip.

Historique : Opération réalisée pour la première fois en 2015.

Résultats : Bilan financier 2019

Calendrier :

Date de lancement : 9 décembre 2019

Date d'observation : Année civile 2019

Limite des retours : 10 janvier 2020

Date de mise à disposition : février 2020

Dgesip A2-2 : Enquête nationale sur les mises en service de nouvelles places de logement dédiées aux étudiants

Remontée de fichiers et collectes informatisées (à travers la plateforme InfoCentre sur le Logement Étudiant en France, pour la première fois en 2020)

Référence : Le Gouvernement a engagé un plan pluriannuel pour le logement étudiant qui vise à la création de 60 000 places nouvelles à caractère social sur 5 ans, prioritairement au sein des zones où le déséquilibre entre offre et demande de logements est le plus marqué.

La lettre de mission interministérielle pour le Plan 60 000 logements étudiant et 20 000 logements jeunes actifs désignant les 2 nouveaux co-pilotes du Plan 60 000 signée le 29 juillet 2019, par la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation et la ministre chargée de la ville et du logement

Finalité : état des lieux de la construction de logement dédiée aux étudiants et des réhabilitations du parc ancien du Crous

Champ : France métropolitaine, DOM, COM.

Collecte de l'information : questionnaire adressé par académie et région à chaque Crous, IRE, Dreal et Drihl pour l'Île-de-France, et au Sgar. Selon les habitudes de travail et de coordination régionale entre ces structures, un seul canal de retour est préférable, une fois les informations disponibles mises en commun et la sélection des opérations éligibles aux critères du Plan 60 000 réalisée. Le travail est notamment finalisé dans le cadre des instances de pilotage régionales sur le logement des jeunes.

Historique : le tableau de bord national du logement étudiant mis en place depuis 2013 avec le démarrage du Plan 40 000. Ce Plan comptait les places livrées entre le 1er janvier 2013 et le 31 décembre 2017.

Diffusion : Indicateurs de suivi du Plan 60 000 pour les ministères, précédemment du Plan 40 000

Les résultats alimentent les réponses aux questions parlementaires et sollicitations diverses sur le logement étudiant, les conditions de vie des étudiants ou le CROUS.

guide et analyse pour les observatoires locaux du logement étudiant

Calendrier prévisionnel : 31 mars 2020

Lancement : 2 janvier 2020

Date d'observation : février - mars 2020 pour les nouvelles places livrées ou prévues entre le 1er janvier 2018 et le 31 décembre 2022.

Limite des retours : 25 mars 2020

Résultats : 31 mars 2020

Dgesip A2-2 - Services de santé universitaires

Remontée de fichiers et collectes informatisées

Référence Lof : programme 231, vie étudiante, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Finalité : faire un état des lieux de l'activité des services de santé universitaires.

Champ : services de santé universitaires.

Collecte de l'information : questionnaire adressé aux services de santé des universités.

Historique : enquête initiée en 2011. Jusqu'en 2014-2015. Reprise en 2020.

Diffusion : un bilan est diffusé aux universités. Les résultats peuvent alimenter les réponses aux questions parlementaires ou constituer des indicateurs de suivi.

Calendrier : en cours de définition

Lancement : avril 2020

Date d'observation : année universitaire 2018-2019

Limite des retours : juin 2020

Résultats : novembre 2020

Dgesip A2-2 - Validation des compétences et aménagements des cursus

Remontée de fichiers et collectes informatisées

Référence Lof : programme 231, vie étudiante, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : faire un état des lieux des mesures prises par les établissements d'enseignement en matière de

validation des compétences acquises par les étudiants à l'occasion de leur engagement et en matière d'aménagements octroyés dans le cadre de leurs cursus..

Champ : France métropolitaine, Dom, Com. Établissements d'enseignement supérieur.

Collecte de l'information : questionnaire adressé aux services des établissements.

Historique : enquête effectuée en application de la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté, du décret n° 2017-962 du 10 mai 2017 relatif à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans la vie associative, sociale ou professionnelle et de la circulaire n° 2017-146 du 7 septembre 2017 relative à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur sous tutelle directe du ministère en charge de l'enseignement supérieur.

Diffusion : un bilan est diffusé aux universités. Les résultats peuvent alimenter les réponses aux questions parlementaires ou constituer des indicateurs de suivi.

Calendrier : Il s'agit d'un projet d'enquête qui n'a pas encore été validé

Lancement : date envisagée mai 2020

Date d'observation : année universitaire 2018-2019

Limite des retours : début 2020

Résultats : fin novembre 2020

[ONS - Base d'observation des accidents scolaires et universitaires \(application Baobac\)](#)

Remontée de fichiers et collectes informatisées

Références Lolf : programme 214, soutien de la politique de l'éducation nationale, responsable de programme, la secrétaire générale ; programme 231, vie étudiante, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : déterminer les caractéristiques des accidents universitaires entraînant une hospitalisation ou un soin médical (consultation, soin, radio, etc.) ; alerter sur certaines circonstances à risques.

Champ : France métropolitaine, DOM. Établissements d'enseignement supérieur sous tutelle du MESRI, établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère en charge de l'agriculture.

Collecte de l'information : pour l'enseignement supérieur, les dossiers d'accident sont saisis par les établissements eux-mêmes (application Baobac).

Historique : première enquête en 1996, informatisée en 1998. Annuelle.

Résultats : au plan national, gravité et lieu des accidents, situation scolaire, âge et sexe des étudiants, localisation et type de dommages corporels, circonstances matérielles et humaines de l'accident.

Diffusion : les résultats sont publiés dans le rapport de *l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement* (décembre 2019) et accessibles sur le site <http://ons.education.gouv.fr/>.

Calendrier :

Lancement : septembre 2019

Date d'observation : année scolaire 2019-2020

Limite des retours : septembre 2020

Résultats : décembre 2020

[Thème 6 : formation continue](#)

Néant

[Thème 7 : insertion, liaison formation-emploi](#)

[Dgesip A - Devenir des titulaires du diplôme universitaire de technologie](#)

Remontée de fichiers et collectes informatisées

Référence Lolf : programme 150, formations supérieures et recherche universitaire, responsable de programme, la directrice générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Finalité : connaître le devenir des titulaires d'un diplôme universitaire de technologie (DUT) à travers les poursuites ou les reprises d'études ainsi que leur insertion professionnelle ; développer les pratiques de suivi des diplômés ; disposer d'indicateurs fiables nationaux, régionaux et locaux, d'éléments de communication adaptés aux différents publics concernés et favoriser la communication des résultats.

Champ : France métropolitaine, DOM, ROM. Instituts universitaires de technologie (IUT) publics (113 établissements).

Collecte de l'information : l'IUT contacte ses étudiants diplômés, les informe de l'enquête et des modalités de saisie ; les informations sont saisies par le diplômé ou par l'IUT via une application Web hébergée sur le serveur d'enquête de la Dgesip.

Historique : première enquête en 2003 (diplômés 2001). Enquête annuelle.

Résultats : analyse des poursuites et reprises d'études depuis l'obtention du DUT par spécialité d'IUT, région, type de baccalauréat, sexe, professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) des parents. Analyse de l'insertion professionnelle selon la PCS de l'emploi exercé, taille de l'entreprise, nature et lieu de l'emploi, durée de recherche du premier emploi, salaire, par spécialité d'IUT, région, type de baccalauréat, sexe, PCS des parents. Nombre de diplômés poursuivant des études après l'obtention d'un DUT, en activité ou non et étude de la valeur ajoutée possible des poursuites d'études sur la qualité de l'emploi.

Diffusion : les résultats sont accessibles sur la plate-forme d'enquête de la Dgesip et restitués aux IUT.

Calendrier : décembre 2019 à octobre 2020

Lancement : 1er décembre 2019

Période d'observation : année universitaire 2016-2017

Limite des retours : 1er octobre 2020

Résultats : octobre 2020

Thème 8 : recherche et développement

Néant

Annexe 1 - Opérations statistiques

Opérations statistiques lancées par le Sies et la Depp, nouvelles et non renouvelées en 2020

Entre parenthèses, le premier nombre est le numéro du thème, le second le sigle du bureau responsable.

I - Opérations statistiques nouvelles en 2020 par rapport à l'année précédente

Service sanitaire des étudiants en santé (Partie A - Thème 5 - SDSIES A2-1)

Validation des compétences et aménagements des cursus (Partie B - Thème 5 - Dgesip A2-2)

Usage de la contribution vie étudiante et de campus (Cvec) (Partie B - Thème 4 - Dgesip A2-2)

Enquête nationale sur les mises en service de nouvelles places de logements dédiées aux étudiants (Partie A - Thème 5 - Dgesip A2-2)

II - Opérations statistiques non renouvelées en 2020 par rapport à l'année précédente

Dgesip A2-1 - Bilan financier des aides à la recherche du premier emploi (Arpe)

Thème 4 : aspects financiers et contentieux consacrés à l'enseignement supérieur ou à la recherche

III - Opérations statistiques non réalisées en 2020

Annexe 2 - Applications nationales de gestion utilisées pour la collecte d'informations statistiques

Aglae (Application de gestion du logement et de l'aide à l'étudiant) gère le dossier social de l'étudiant depuis le dépôt de la demande de bourse et aides diverses jusqu'à la mise en paiement et de la demande de logement jusqu'à l'affectation en résidence universitaire. Les utilisateurs sont les services gestionnaires des Crous et le Cnous.

Agora (Aide à la gestion optimisée des ressources ATSS) assure la gestion des personnels administratifs, techniques, de service, médico-sociaux du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative du secteur public.

Baobac (Base d'observation des accidents scolaires et universitaires) est un système d'information statistique sur les accidents scolaires et universitaires de l'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires et d'enseignement supérieur.

Cosmos rassemble pour chaque établissement (toutes composantes et services communs confondus) les données relatives à l'utilisation des moyens en personnels rémunérés sur le budget de l'État au 1er janvier de chaque année.

Esope (Enquête sécurité de l'Observatoire pour les établissements) est un système d'information statistique

sur la sécurité dans les établissements scolaires et universitaires.

Fichiers de paye : depuis 2008, les données résultent de l'exploitation statistique d'une extraction de l'infocentre Polca (pilotage opérationnel de la Lolf en administration centrale et en académies) stockées dans l'entrepôt de l'éducation nationale - Eden - auprès du portail interacadémique décisionnel (Piad) de Bordeaux, en remplacement de l'enquête masse indiciaire (Emi), alimenté par différentes sources dont les bulletins de salaire (BSCUM).

Ocean (Organisation des concours et examens académiques et nationaux) est une application de gestion de l'ensemble des examens (bac, brevet, etc.) et concours organisés par le ministère ; elle permet de gérer l'intégralité des épreuves depuis la saisie de la réglementation et l'inscription des candidats jusqu'à l'édition des diplômes en passant par les différentes étapes d'organisation : corrections, délibérations et publication des résultats.

Progré, qui va remplacer l'application Stage (Système de traitement automatisé des groupements d'établissements), couvre l'ensemble des besoins des Greta dans les domaines administratifs et financiers. Il est également utilisé par d'autres établissements : IUFM, Crous, collèges et lycées ayant des payes spécifiques).

Ramsese (Répertoire académique et ministériel sur les établissements du système éducatif) regroupe tous les établissements assurant une activité de formation initiale, générale, technologique ou professionnelle, publics et privés, sous tutelle ou non du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il comporte également les structures d'administration du système éducatif public (rectorats, Dasen, Canopé, CIO, Crous, etc.) ainsi que les établissements français d'enseignement à l'étranger. Il sert à la gestion des établissements (création, immatriculation), décrit leurs rattachements et leur appartenance à un zonage (par exemple Greta ou éducation prioritaire). Outil de référence pour les opérations statistiques, il est utilisé tant par les services déconcentrés (rectorats et Dasen) que par les directions d'administration centrale.

Scolarité est le système d'information relatif au suivi de la scolarité des élèves dans les établissements du second degré (y compris les classes de STS ou de CPGE implantées dans les lycées). Les données sont structurées par niveau : établissement, académie et administration centrale.

Sifa (Système d'information sur la formation des apprentis) rassemble depuis 2007 des données individuelles exhaustives sur les apprentis en formation, qu'ils soient dans l'enseignement secondaire ou supérieur.

Siredo (Système d'information sur la recherche et les études doctorales) collecte les informations en provenance des différents établissements et écoles doctorales. Il permet le suivi des effectifs et des trajectoires professionnelles des étudiants et est utilisé dans le cadre de la procédure de demande d'allocations de recherche.

Sise (Système d'information sur le suivi de l'étudiant) collecte les informations en provenance des différents établissements de l'enseignement supérieur sur les inscriptions des étudiants et leur diplomation.